S O M M A I R E
CONSEIL GENERAL DE L'OISE
DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

-=-=-=-=-

ORDRE DU JOUR
ET RELEVÉ DES DECISIONS PRISES

-=-=-

Délibérations rendues exécutoires le 26 juin 2013

I – FINANCES ET EVALUATION

101 – ARRETE DES COMPTES 2012 DU BUDGET PRINCIPAL	Oui (à l'unanimité, le groupe UMP - Divers droite ne prenant pas part au vote)
102 – ARRETE DES COMPTES 2012 DU BUDGET ANNEXE DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	Oui (à l'unanimité)
103 – AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2012 DU BUDGET PRINCIPAL	Oui (à l'unanimité)
104 – AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2012 DU BUDGET ANNEXE DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DES FAMILLES	Oui (à l'unanimité)
105 – PROGRAMMES 01-00 A 11-00 ET 11-03 – RESSOURCES HUMAINES	Oui (à l'unanimité)
106 – PROGRAMME 11-04 – MOYENS DES SERVICES (LOGISTIQUE DE L'ACTION DEPARTEMENTALE)	Oui (à la majorité, le groupe UMP – Divers droite votant contre)
107 – MISSION 10 – PROTECTION DES BIENS ET DES PERSONNES	Oui (à l'unanimité)
108 – PROGRAMME 11-02 – GARANTIES D'EMPRUNT	Oui (à l'unanimité, par 30 voix pour et 5 abstentions)
109 – PROGRAMME 11-05 – DETTE DEPARTEMENTALE	Oui (à l'unanimité)
110 – DELEGATION D'ATTRIBUTION DE L'ASSEMBLEE AU PRESIDENT	PREND ACTE
111 – BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS POUR 2012	PREND ACTE
112 – PROGRAMME 11-05 – RAPPORT FINANCIER	Oui (à la majorité, le groupe UMP – Divers droite votant contre)

II – ROUTES ET DEPLACEMENTS

201 – PROGRAMMES 05-01 – PLAN ROUTIER PLURIANNUEL, 05-02 – DEVELOPPEMENT ET AMELIORATION DE LA SECURITE DES RESEAUX DE DEPLACEMENTS, 05-03 – EXPLOITATION DES RESEAUX DE DEPLACEMENTS ET 05-04 – AMENAGEMENTS FONCIER ET DES VOIES D'EAU	Oui (à la majorité, le groupe UMP – Divers droite s'abstenant)
--	--

202 – PROGRAMME 06-01 – DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS EN COMMUN, 06-02 – ADAPTATION DES TRANSPORTS EN COMMUN AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE	Oui (à l'unanimité)
III – ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	
301 – PROGRAMME 04-01 – AIDE AUX COMMUNES	Oui (à l'unanimité, M. LETELLIER ne prenant pas part au vote)
302 – PROGRAMME 04-02 – AMENAGEMENT, LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE	Oui (à la majorité, le groupe UMP – Divers droite s'abstenant)
303 – PROGRAMME 04-03 – ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	Oui (à l'unanimité)
304 – MISSION 04 – DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES – DEVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT – AUTRES ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT – ESPACES NATURELS SENSIBLES	Oui (à l'unanimité, M. MARCHAND ne prenant pas part au vote)
305 – PROGRAMME 04-04 – DEVELOPPEMENT DE L'ATTRACTIVITE DE L'OISE	Oui (à l'unanimité)
306 – INFORMATION DE L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE SUR LE RAPPORT DE SES REPRESENTANTS AU SEIN DE SPL – SPLA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE L'OISE (SAO) ET ASSISTANCE DEPARTEMENTALE POUR LES TERRITOIRES DE L'OISE (ADTO)	PREND ACTE
IV - EDUCATION ET JEUNESSE	
401 – PROGRAMME 07-01 – PATRIMOINE IMMOBILIER D'ENSEIGNEMENT	Oui (à l'unanimité)
402 – PROGRAMMES 07-02 – SOUTIEN AUX ACTEURS DU TERRITOIRE ET 07-03 – ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES	Oui (à l'unanimité)
403 – PROGRAMMES 07-02 – SOUTIEN AUX ACTEURS DU TERRITOIRE, 07-03 – ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES ET 07-04 – COLLEGE NUMERIQUE ET DEVELOPPEMENT DES USAGES	Oui (à la majorité par 25 voix pour et 16 voix contre, le groupe UMP – Divers droite votant contre)
V – SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL	
501 – SOLIDARITE – MISSION 01 – ENFANCE ET FAMILLE – MISSION 02 – AUTONOMIE DES PERSONNES – MISSION 03 - DEVELOPPEMENT SOCIAL, EMPLOI ET FORMATION	Oui (à l'unanimité)
VI – CULTURE - SPORT ET CITOYENNETE	
601 – PROGRAMMES 08-01 – SOUTIEN A LA VIE CULTURELLE, 08-02 – MUSEE DEPARTEMENTAL, 08-03 – MEDIATHEQUE DEPARTEMENTALE, 08-04 – PARC JEAN-JACQUES ROUSSEAU, 08-05 – SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHEOLOGIE ET 08-06 – ARCHIVES DEPARTEMENTALES	Oui (à la majorité par 25 voix pour, 15 voix contre, M. ROME ne prenant pas part au vote contre)
RAPPORT GENERAL ET DEFINITIF	Oui (à la majorité, le groupe UMP – Divers droite votant contre)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MENN - OGUEZ - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VIGUIER - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. DESMEDT à M. CAUWEL,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. MARCHAND à M. COET,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ.

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.1612-12,

VU le rapport **101** du Président du Conseil général :

ARRETE DES COMPTES 2012 DU BUDGET PRINCIPAL

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE, sous la présidence de M. VANTOMME, 1^{er} Vice-Président, M. Yves ROME, Président du Conseil général, s'étant retiré au moment du vote,

ADOpte à l'unanimité les conclusions suivantes, le groupe UMP Divers – droite ne prenant pas part au vote :

- Au vu du compte de gestion 2012 du payeur départemental préalablement arrêté, **ADOPTÉ** le compte administratif de l'exercice 2012 qui présente, résultats cumulés de l'exercice 2011 et restes à réaliser inclus **un résultat net excédentaire** de **68.903.898,94 €** se décomposant comme suit :

	SECTION (en €)	DEPENSES (en €)	RECETTES (en €)	RESULTAT (en €)
1	INVESTISSEMENT	254.667.561,04	315.774.670,44	61.107.109,40
2	FONCTIONNEMENT	744.274.504,58	763.210.199,85	18.935.695,27
3	Excédents d'investissement 2011	61.841.449,01		- 61.841.449,01
4	Excédents fonctionnement 2011		58.791.134,63	58.791.134,63
5	Restes à réaliser Investissement 2012	1.854.324,11		- 1.854.324,11
6	Restes à réaliser fonctionnement 2012	6.237.767,24	3.500,00	- 6.234.267,24
7	TOTAL	1.068.875.605,98	1.137.779.504,92	68.903.898,94

Figure en **annexe**, au titre des délibérations **101** et **102**, le document compte administratif proprement dit et ses annexes qui comprend le compte administratif du budget à comptabilité distincte du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF).

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MENN - OGUEZ - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VIGUIER - VILLEMMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. DESMEDT à M. CAUWEL,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. MARCHAND à M. COET,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le rapport **102** du Président du Conseil général :

**ARRETE DES COMPTES 2012 DU BUDGET ANNEXE DU CENTRE DEPARTEMENTAL
DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE**

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE sous la présidence de M. VANTOMME, 1er Vice-Président, M. Yves ROME, Président du Conseil général, s'étant retiré au moment du vote,

ADOpte à l'unanimité les conclusions suivantes :

- Au vu du compte de gestion 2012 du service à comptabilité distincte CDEF établi par le payeur départemental et préalablement arrêté, **ADOpte** le compte administratif de 2012 de ce même service à comptabilité distincte qui dégage un résultat de clôture identique à celui du compte de gestion se décomposant suit :

Résultat brut de clôture (1+2) : déficit de **270.246,92 €**.

	SECTION (en €)	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
1	INVESTISSEMENT	1.398.841,91	965.104,64	- 433.737,27
2	FONCTIONNEMENT	8.723.835,18	8.887.325,53	163.490,35
3	Excédent d'investissement 2011	-	646.020,07	646.020,07
4	Excédent fonctionnement 2011	-	46.529,84	46.529,84
5	Restes à réaliser Investissement 2012	357.146,58	-	- 357.146,58
6	Restes à réaliser fonctionnement 2012	65.156,41	-	- 65.156,41
7	TOTAUX	10.544.980,08	10.544.980,08	0,00

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MENN - OGUEZ - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VIGUIER - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. DESMEDT à M. CAUWEL,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. MARCHAND à M. COET,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ.

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R.3312-8 à R.3312-10,

VU le rapport **103** du Président du Conseil général :

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2012 DU BUDGET PRINCIPAL

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à l'unanimité les conclusions suivantes :

- **PROCEDE** à l'affectation du résultat de l'exercice 2012 du budget principal dans les conditions suivantes :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RESULTAT

• Résultat reporté (R002 N-1)	+ 58.791.134,63 €
• Reprise du résultat du budget annexe de la pouponnière	- 18.095,55 €
• Résultat de l'exercice :	
Cumul des titres émis	+ 763.210.199,85 €
Cumul des mandats émis	- 744.274.504,58 €
Résultat 2012 de la section de fonctionnement	+ 77.708.734,35 €

SECTION D'INVESTISSEMENT - SOLDE D'EXECUTION

• Résultat reporté (R001 N-1)	- 61.841.449,01 €
• Reprise résultat du budget annexe de la pouponnière	+ 138.060,85 €
• Solde :	
- des émissions de titres	+ 315.774.670,44 €
- des mandats de l'exercice	- 254.667.561,04 €
complété des restes à réaliser de l'exercice 2012 :	
• en recettes	
• en dépenses	- 1.854.324,11 €
Solde d'exécution 2012 de la section d'investissement	- 2.450.602,87 €

- **AFFECTE** le résultat 2012 de la section de fonctionnement du budget départemental, soit **77.708.734,35 €**, au budget supplémentaire de l'exercice 2013 de la manière suivante :

- couverture du besoin de financement de la section d'investissement, soit **2.450.602,87 €**, au compte **1068** - Excédents de fonctionnement capitalisés ;
- report en recettes de fonctionnement du solde de **75.258.131,48 €** sur la ligne codifiée 002 ;

- **PRECISE** que le solde d'exécution brut de la section d'investissement (hors restes à réaliser) de - 596.278,76 € fait l'objet d'un simple report en section d'investissement sur la ligne codifiée 001.

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MENN - OGUEZ - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VIGUIER - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. DESMEDT à M. CAUWEL,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. MARCHAND à M. COET,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ.

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R.3312-8 à R.3312-10,

VU le rapport **104** du Président du Conseil général :

**AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2012 DU BUDGET ANNEXE DU CENTRE
DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DES FAMILLES**

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à l'unanimité les conclusions suivantes :

- **PROCEDE** à l'affectation du résultat de l'exercice 2012 du budget annexe du CDEF dans les conditions suivantes :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RESULTAT

• Résultat reporté	+ 46.529,84 €
• Résultat de l'exercice	
- cumul des titres émis	+ 8.887.325,53 €
- cumul des mandats émis	- 8.723.835,18 €
Résultat 2012 de la section de fonctionnement	+ 210.020,19 €

SECTION D'INVESTISSEMENT - SOLDE D'EXECUTION

• Résultat reporté	+ 646.020,07 €
• Solde	
- des émissions de titres	+ 965.104,64 €
- des mandats de l'exercice	- 1.398.841,91 €
complété des restes à réaliser de l'exercice 2012	
- en recettes	
- en dépenses	- 357.146,58 €
Solde d'exécution 2012 de la section d'investissement	- 144.863,78 €

- **AFFECTE** le résultat 2012 du budget annexe du CDEF, soit **210.020,19 €**, au budget supplémentaire de l'exercice 2013 de la manière suivante :

- couverture du besoin de financement, soit **144.863,78 €**, au compte **1068**,
- Reprise en recettes de fonctionnement du solde de **65.156,41€** à la ligne codifiée **002** – Excédent reporté ;

- **PRECISE** que le solde d'exécution brut de la section d'investissement (hors restes à réaliser) de **+ 212.282,80 €** fait l'objet d'un simple report en section d'investissement sur la ligne codifiée **001**.

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE – DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE
- M. MANCEL à M. de VALROGER
- M. PATIN à M. DELAVENNE
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN
- M. VILLEMAIN à M. WEYN

VU le code général des collectivités territoriales,

VU les délibérations **101** et **503** du **20 décembre 2012**,

VU les décisions **V-04** du **8 avril 2013** et **I-04** du **13 mai 2013**,

VU le rapport **105** du Président du Conseil général :

PROGRAMMES 01-00 A 11-00 ET 11-03 - RESSOURCES HUMAINES

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOPTE à l'unanimité les conclusions suivantes :

- **RAPPELLE** que lors du Budget Primitif de 2013 :

- le Président a réaffirmé la nécessité d'une politique de gestion des ressources humaines responsable, capable de conjuguer **la préservation et le développement des femmes et des hommes** qui animent le service public départemental, avec un **impératif de stabilisation des dépenses de fonctionnement, et particulièrement des dépenses de personnel**, cette maîtrise budgétaire devant être mobilisée comme un levier en faveur de la **qualité de service et des conditions de vie au travail des agents** ;

- l'Assemblée départementale a adopté, dans cette perspective, **5 priorités** pour la gestion des ressources humaines :

1. *Inscrire les actions ressources humaines dans une approche de « service rendu » ;*
2. *Etre handi-accueillant ;*
3. *Mener une politique active en termes de prévention et de santé ;*
4. *Renforcer l'attachement de chaque agent à la collectivité ;*
5. *Anticiper et gérer la raréfaction budgétaire.*

- **PREND** dans ce cadre les mesures suivantes :

I – MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

1. La politique de protection sociale complémentaire du département

- **RAPPELLE** que suite à la parution du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 autorisant les collectivités territoriales à participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents pour les risques santé et prévoyance, la Commission Permanente a approuvé, par décision **I-04** du **13 mai 2013**, un scénario impliquant une concentration des efforts de la collectivité sur les risques pour lesquels les agents s'avèrent le moins protégés, et reposant sur :

- l'instauration d'un contrat groupe assorti d'une convention de participation, pour la prévoyance ;
- la mise en place d'un contrat groupe pour la couverture du risque santé, sans participation financière mais visant à une optimisation du nombre et de la qualité des prestations et partant des tarifs qui seront offerts ;

- **DIT** que **250.000 € seront ainsi engagés par la collectivité dès 2014, dans le cadre de la convention de participation pour la prévoyance**, sachant que ce montant correspondra à une allocation moyenne de 6,40 € par mois et par agent, allocation qui sera dans les faits modulée en fonction des catégories d'emplois, afin de limiter le taux d'effort des revenus les moins élevés.

2. L'insertion des travailleurs handicapés

- **RAPPELLE** que le département s'est depuis plusieurs années engagé en faveur de l'intégration et du maintien dans l'emploi des agents reconnus bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

- **DIT** que dans l'objectif de tendre vers le taux légal d'emploi de 6 %, trois mesures importantes marquent l'année 2013 :

- *La mise en place d'un poste de référent handicap par redéploiement interne.*

Ce référent est chargé de mettre en œuvre des actions visant à une meilleure intégration des bénéficiaires de l'obligation d'emploi, de recenser les personnes concernées, de les informer, de les conseiller et de contribuer au maintien dans l'emploi ;

- *Le renouvellement en cours de la convention avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) ;*
- *Le projet de signature d'une convention de mise à disposition individuelle de travailleurs handicapés avec un Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT).*
Lorsque l'exercice d'une activité à caractère professionnel en milieu ordinaire de travail est susceptible de favoriser l'épanouissement personnel et professionnel et de développer la capacité d'emploi de travailleurs handicapés admis dans un ESAT, cet établissement peut, avec l'accord des intéressés, mettre une ou plusieurs personnes à disposition d'une collectivité territoriale.

II – AJUSTEMENTS DE PREVISIONS BUDGETAIRES

- **PROCEDE** aux ajustements de crédits avérés nécessaires intéressant les deux actions suivantes de la mission 11:

Programme / Action		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
11-03	Ressources humaines	44.500	-	-	-
11-03-02	Recrutement, adaptation au poste, évolution des agents	44.500	-	-	-
11-04	Moyens des services	2.294.348	-	-	-
11-04-06	Dépenses non ventilables	2.294.348	986.942,67		-
TOTAL		2.338.848	986.942,67	-	-

- **PRECISE** que ces ajustements sont liés aux nécessités suivantes :

- 1. S'engager dans le dispositif emplois d'avenir** + 640.648 €
 - 2. Tenir compte des revalorisations statutaires du glissement vieillesse technicité (GVT)** + 508.200 €
- Pour tenir compte des revalorisations concernant plus de 500 agents, suite à la création d'une grille indiciaire unique pour l'ensemble des cadres d'emplois de la catégorie B et de la réforme, par décrets n° 2012-1419, 1420, 1421 et 1422 du 18 décembre 2012, des statuts et échelles indiciaires des infirmiers territoriaux permettant à certains d'entre eux d'accéder à la catégorie A.
- 3. Tirer les conséquences de l'assujettissement des indemnités des élus aux cotisations sociales** + 450.000 €
 - 4. Intégrer le renchérissement du coût de l'assurance statutaire** + 410.000 €
 - 5. Valoriser la mobilisation exceptionnelle des personnels durant le service hivernal** + 310.000 €
 - 6. Remises de dettes** + 20.000 €

III – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

- **PROCEDE** à la mise à jour du tableau des effectifs comme suit, *liée aux évolutions statutaires, aux besoins des services et à l'adaptation au marché de l'emploi* :

1. Requalification de postes suite au décret n° 2012-1420 du 18 décembre 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux

Ancien grade	Nb.	Nouveau grade	Nb.
<i>Infirmier classe supérieure</i>	38	<i>Infirmier en soins généraux classe supérieure</i>	38
<i>Infirmier classe normale</i>	22	<i>Infirmier en soins généraux classe normale</i>	22
Total	60	Total	60

2. Requalification de postes liée à l'évolution des missions et aux besoins des services

Grade actuel	I.B.	Nb.	Grade requis	I.B.	Nb.	Observations
<i>Chargé de mission insertion</i>	322/675	13	<i>Attaché territorial</i>	379/801	3	Evolution des missions des services.
			<i>Rédacteur principal 1° classe</i>	404/675	2	
			<i>Rédacteur</i>	325/576	4	
			<i>Assistant socio-éducatif principal</i>	422/638	2	
			<i>Assistant socio-éducatif</i>	322/593	2	
<i>Accompagnateur insertion</i>	322/593	13	<i>Rédacteur</i>	325/576	7	
			<i>Assistant socio-éducatif</i>	322/593	6	
<i>Infirmier soins généraux classe supérieure</i>	490/680	2	<i>Puéricultrice classe supérieure</i>	485/685	2	Adaptation aux besoins des services.
<i>Adjoint technique 1° classe EPLE</i>	298/413	5	<i>Adjoint technique 2° classe EPLE</i>	297/388	5	
<i>Assistant de conservation principal 2° classe</i>	350/614	1	<i>Attaché de conservation du patrimoine</i>	379/801	1	
			<i>Rédacteur</i>	325/576	1	
<i>Adjoint du patrimoine principal 2° classe</i>	299/446	1	<i>Assistant de conservation</i>	325/576	1	
<i>Adjoint du patrimoine 2° classe</i>	297/388	1	<i>Adjoint du patrimoine 1° classe</i>	298/413	1	
<i>Attaché territorial</i>	379/801	1	<i>Administrateur</i>	528/966	1	
Total		38	Total		38	

3. Requalification de postes liée à l'évolution professionnelle et au marché de l'emploi

Grade actuel	I.B.	Grade requis	I.B.	Nb.	Observations
<i>Rédacteur</i>	325/576	<i>Attaché territorial</i>	379/801	1	Adaptation au marché de l'emploi.
<i>Rédacteur principal 1^o classe</i>	404/675	<i>Attaché territorial</i>	379/801	1	Réussite à concours
<i>Technicien</i>	325/576	<i>Technicien principal 2^o classe</i>	350/614	2	
<i>Adjoint technique 2^o classe</i>	297/388	<i>Adjoint technique 1^o classe</i>	298/413	4	
Total				8	

- **RETIENT** en conséquence, la répartition des dépenses de personnel par mission dans les conditions suivantes :

Répartition des dépenses de personnel par mission	% du total	Montant
TOTAL	100,00 %	142.955.171,97 €
01 - Solidarité – Enfance et famille	21,80 %	31.164.227,49 €
02 - Solidarité – Autonomie des personnes	3,18 %	4.545.974,47 €
03 - Solidarité – développement social, emploi et formation	16,29 %	23.287.397,51 €
04 - Développement durable des territoires	1,92 %	2.744.739,30 €
05 - Réseaux de déplacements	11,79 %	16.854.414,78 €
06 - Transports	0,69 %	986.390,69 €
07 - Education et jeunesse	20,96 %	29.963.404,04 €
08 - Culture	4,79 %	6.847.552,74 €
09 - Sports	0,44 %	643.298,27 €
10 - Protection des personnes et des biens	-	-
11 - Pilotage des politiques départementales	18,12 %	25.917.772,68 €

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE
- M. MANCEL à M. de VALROGER
- M. PATIN à M. DELAVENNE
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN
- M. VILLEMAIN à M. WEYN

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération **104** du **20 décembre 2012**,

VU le rapport **106** du Président du Conseil général et son annexe :

PROGRAMME 11-04 - MOYENS DES SERVICES (LOGISTIQUE DE L'ACTION DEPARTEMENTALE)

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à la majorité les conclusions suivantes, le groupe UMP – Divers droite votant contre :

- **PROCEDE**, dans le prolongement de la délibération **104** du **20 décembre 2012** consacrée au programme 11-04 et à ses actions, aux ajustements budgétaires suivants :

Action 11-04-01 – Patrimoine immobilier administratif

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 50.000	+ 84.840,18

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-1.016.687,62	- 756.758
Crédits budgétaires gérés sous AP	-1.671.036,62	-
Crédits budgétaires hors AP	+ 654.349,00	- 756.758

AP en €	- 1.057.611,29	
----------------	-----------------------	--

- **Améliorer les conditions de travail des agents du département pour un meilleur service public** - 1.057.611,29 € en AP
- 1.199.135,85 € en CP

Pour tenir compte de l'avancement de différentes opérations.

- **Assurer une gestion durable du patrimoine immobilier administratif** + 572.448,23 € en CP
dont - 81.900,77 € en CP sous AP

- **Des travaux en régie** + 50.000 €

Au titre des travaux d'entretien des bâtiments qui permettent d'une part, d'optimiser les conditions de travail des agents départementaux, et d'autre part, de maintenir en bon état de conservation l'ensemble du patrimoine immobilier.

Action 11-04-02 – Moyens logistiques

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 85.000	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 70.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires hors AP	- 70.000	-

AP en €	- 1,04	
----------------	---------------	--

Compte tenu de la rationalisation des dépenses notamment liées aux fournitures de bureau, produits d'entretien et petit matériel, et de la révision à la baisse des projets d'aménagement et d'acquisition de matériel et mobilier.

Action 11-04-03 – Parc automobile (garage)

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 366.000	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 117.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires hors AP	+ 117.000	-

AP en €	- 14.025,70 €
----------------	----------------------

- **Les maisons du Conseil général mobile « hors les murs »**
Acquisition de véhicules + 117.000 €

- **Viabilité Hivernale (VH) 2012-2013** + 240.000 €

Compte tenu de l'intensité plus forte de l'exercice VH 2012-2013 au cours duquel 38 interventions ont été déclenchées contre 11 en 2011-2012, sur les postes carburants et pièces détachées, dépannages et réparations.

- **Assurance automobile**

- Au titre de la prise en charge des bris de glace + 20.000 €
- Plan de communication véhicules + 206.000 €

- **Système de géolocalisation des véhicules** - 100.000 €

Compte tenu de l'installation du système de géolocalisation pour la remontée des informations à l'automne et de l'abonnement au nouveau système sur le seul second semestre.

Action 11-04-04 – Systèmes d'information et réseaux

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 385.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	+ 189.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	+ 196.000	-

AP en €	- 881.189,89
----------------	---------------------

- **E-administration et modernisation des services** + 154.000,00 € en CP
- 537.182,78 € en AP

Compte tenu de l'avancement des opérations d'études informatiques.

Réseaux informatiques

+ 196.000,00 € en CP
 - 137.807,12 € en AP

Compte tenu d'une part, du raccordement optique très haut débit, via le réseau départemental TELOISE, de 2 nouveaux sites de BEAUVAIS, le bâtiment SAO et le musée départemental, d'autre part, à des besoins nouveaux d'infrastructures informatiques et réseaux apparus avec de récents projets.

SIG

+ 35.000,00 € en CP
 - 206.199,99 € en AP

Action 11-04-05 – Sécurité juridique et commande publique

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 9 568	-

Compte tenu du transfert de crédits pour financer les frais d'avocats relatifs au plan déchets (action 04-03-02).

- **RETIENT** en conséquence au titre du programme 11-04 et de ses actions, la situation décrite ci-après :

Programmes/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
11- 04	Moyens des services	20.183.239,93	2.634.840,18	11.212.068,59	2.649.743	65.148.478,89
11-04-01	Patrimoine immobilier administratif	6.959.420,05	2.634.840,18	6.203.360,84	2.610.743	54.353.931,80
11-04-02	Moyens logistiques	4.121.167,14	-	492.014,21	-	1.099.742,15
11-04-03	Parc automobile	4.131.022,65	-	939.404,03	39.000	1.021.432,31
11-04-04	Systèmes d'information et réseaux	4.246.332,69	-	3.577.289,51	-	8.673.372,63
11-04-05	Sécurité juridique et commande publique	725.297,40	-	-	-	-

Action 11-04-01 – Patrimoine immobilier administratif

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	6.959.420,05	2.634.840,18

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	6.203.360,84	2.610.743,00
Crédits budgétaires gérés sous AP	3.248.484,94	2.610.743,00
Crédits budgétaires hors AP	2.954.875,90	-

AP en €	54.353.931,80	
----------------	----------------------	--

Action 11-04-02 – Moyens logistiques

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	4.121.167,14	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	492.014,21	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires hors AP	492.014,21	-

AP en €	1.099.742,15	
----------------	---------------------	--

Action 11-04-03 – Parc automobile (garage)

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	4.131.022,65	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	939.404,03	39.000,00
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	39.000,00
Crédits budgétaires hors AP	939.404,03	-

AP en €	1.021.432,31	
----------------	---------------------	--

Action 11-04-04 – Systèmes d'information et réseaux

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	4.246.332,69	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	3.577.289,51	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	1.481.800,00	-
Crédits budgétaires hors AP	2.095.489,51	-

AP en €	8.673.372,63	
----------------	---------------------	--

Action 11-04-05 – Sécurité juridique et commande publique

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	725.297,40	-

- **APPROUVE** la liste des opérations **ci-annexées** (intitulés et montants).

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 juin 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE
- M. MANCEL à M. de VALROGER
- M. PATIN à M. DELAVENNE
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN
- M. VILLEMAIN à M. WEYN

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération **105** du **20 décembre 2012**,

VU le rapport **107** du Président du Conseil général et son annexe :

MISSION 10 - PROTECTION DES BIENS ET DES PERSONNES

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à l'unanimité les conclusions suivantes :

- **PROCEDE**, dans le prolongement de la délibération **105** du **20 décembre 2012** consacrée à la mission 10 – Protection des biens et des personnes et de ses programmes, aux ajustements budgétaires suivants :

Programme 10-02 - Gendarmeries

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 1.337.976,68	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	+ 1.341.476,68	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	- 3.500,00	-
AP en €		- 767.007,60

Compte tenu de l'avancement de différentes opérations.

- **RETIENT** en conséquence, au titre de la mission 10 et de ses programmes, la situation décrite ci-après :

Programmes		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
10-01	SDIS	30.003.253,00	-	-	-	-
10-02	Gendarmeries	-	-	7.586.205,08	485.333	53.790.038,26
10-03	Subventions aux associations	57.622,50	-	-	-	-
TOTAL		30.060.875,50	-	7.586.205,08	485.333	53.790.038,26

Programme 10-02 - Gendarmeries

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	7.586.205,08	485.333,00
Crédits budgétaires gérés sous AP	7.584.705,08	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	1.500,00	-
AP en €		53.790.038,26

- **APPROUVE** la liste des opérations **ci-annexées** (intitulés et montants).

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE
- M. MANCEL à M. de VALROGER
- M. PATIN à M. DELAVENNE
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN
- M. VILLEMAIN à M. WEYN

VU le code général des collectivités territoriales,

VU les articles 200 et 238 bis du code général des impôts,

VU les délibérations **505** du **25 octobre 2007** et **302** du **20 juin 2013**,

VU le rapport **108** du Président du Conseil général :

PROGRAMME 11-02 - GARANTIES D'EMPRUNT

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à l'unanimité par 30 voix pour et 5 abstentions les conclusions suivantes :

- **DIT** que les garanties d'emprunts accordées par le Conseil général aux bailleurs sociaux pour la construction de nouveaux logements ou la réhabilitation et l'amélioration du parc existant participent de la politique volontaire menée par le Conseil général en faveur du logement, en témoigne l'important capital garanti à ce titre, soit 1.089.876.418,66 € au 1^{er} janvier 2013 ;

- **REAFFIRME** que cette politique doit être maintenue, en accord avec les objectifs du Plan Départemental de l'Habitat (PDH), objet de la délibération **302** du **20 juin 2013** ;

- **AJOUTE**, comme le montre le rapport de notation de l'agence Standard & Poor's, que si cette politique est une chance pour les bailleurs sociaux et les Isariens, elle est aussi un risque pour le département qui, bien qu'appréhendé par ses services financiers, nécessite de renforcer le pilotage de la politique départementale de garanties d'emprunts en formalisant un échange annuel entre les services du département et les bailleurs sociaux sur leur stratégie de développement et d'entretien de leur parc ;

- **RAPPELLE** par ailleurs que :

- les garanties accordées par le Conseil général sont assorties de contreparties ; en continuité avec la délibération **505** du **25 octobre 2007**, le Conseil général se voit réserver un contingent équivalent à 5% des logements construits chaque année qu'il peut mobiliser selon ses besoins pour :

- * de façon expérimentale permettre le logement de personnes relevant des critères d'éligibilité des actions du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD), et/ou de bénéficiaires d'un accompagnement dans le cadre d'un parcours d'insertion ;

- * faciliter le logement de fonctionnaires ou assimilés ;

Une convention avec chaque bailleur définira les conditions opérationnelles de cette contrepartie.

- le Conseil général n'accorde sa garantie à hauteur de 100% qu'aux organismes de logement social et aux organismes reconnus d'intérêt général ou d'utilité publique au sens des articles 200 et 238 bis du code général des impôts, qu'à défaut la garantie porte sur 50% de l'emprunt toutes collectivités confondues ;

- **REAFFIRME** en conséquence les dispositions suivantes régissant la politique départementale en matière de garanties d'emprunt :

- la Commission Permanente ne peut être saisie que des garanties proposées par des organismes ayant satisfait à un contrôle approfondi de leur situation financière par les services financiers du département, au regard des éléments que ces **organismes doivent règlementairement produire et de tout élément utile** à la bonne appréhension de la situation financière de l'organisme ;

- pour les organismes de logement social, ceux-ci devront en outre présenter chaque année **leur situation financière et leur stratégie patrimoniale annuelle et pluriannuelle** s'agissant de leurs projets d'investissement nouveaux et de leur gestion du parc existant, notamment en matière d'entretien, de gros entretien, de réhabilitations et d'amélioration. La Caisse des dépôts et consignations pourra être invitée à ces rencontres ;

- les garanties d'emprunts sont assorties de la **contrepartie suivante** : réservation annuelle dans le parc du bailleur d'un volume de logements équivalent à 5 % des logements construits chaque année par celui-ci pour les besoins de :

- * à titre expérimental le logement de personnes relevant des critères d'éligibilité des actions du PDALPD), et/ou de bénéficiaires d'un accompagnement dans le cadre d'un parcours d'insertion ;

* logement de fonctionnaires et assimilés ;

* sachant qu'une convention, qui sera soumise à la Commission Permanente, établira avec chaque bailleur les conditions de mise en œuvre de ce contingent.

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE
- M. MANCEL à M. de VALROGER
- M. PATIN à M. DELAVENNE
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN
- M. VILLEMAIN à M. WEYN

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.3211-2,

VU la décision **I-04** du **28 janvier 2013**,

VU le rapport **109** du Président du Conseil général :

PROGRAMME 11-05 - DETTE DEPARTEMENTALE

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOPTE à l'unanimité les conclusions suivantes :

- **PROCEDE** aux inscriptions de crédits suivantes :

I - EMPRUNTS ET CHARGES FINANCIERES

2.000.000 €

Au titre du montant des 3 échéances à intervenir en 2013 d'un montant total estimé de 2.000.000 €, dont 1.500.000 € en remboursement du capital et 500.000 € en charges financières détaillés ci-après, dans le cadre du nouveau financement de 30.000.000 € approuvé par décision **I-04** du **28 janvier 2013** et réalisé par l'intermédiaire de la SOCIETE GENERALE :

Date	CRD début de période	Capital amorti	Intérêts	Taux d'intérêt	CRD Fin de période	Flux	Type
07/05/2013	30 000 000,00 €	500 000,00 €	150 780,83 €	2,033%	29 500 000,00 €	650 780,83 €	Echéance connue
07/08/2013	29 500 000,00 €	500 000,00 €	152 324,27 €	2,0205%	29 000 000,00 €	652 324,27 €	Echéance estimée
07/11/2013	29 000 000,00 €	500 000,00 €	150 985,50 €	2,0373%	28 500 000,00 €	650 985,50 €	Echéance estimée
		1 500 000,00 €	454 090,60 €			1 954 090,60 €	

II – SERVICE BANCAIRE

- 360.000 €

Ajustement au regard des besoins prévisibles grâce à la bonne opération présentée ci-dessus.

III – OPERATION D'ORDRE DETTE METP

Dépenses 2.000.000 €

Recettes 2.000.000 €

Au titre de la régularisation de la revalorisation indiciaire des emprunts contractés par le département pour les années 2012 et 2013.

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE
- M. MANCEL à M. de VALROGER
- M. PATIN à M. DELAVENNE
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN
- M. VILLEMAIN à M. WEYN

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 3221-10-1,

VU les délibérations **104** des **31 mars 2011** et **21 juin 2012**,

VU le rapport **110** du Président du Conseil général et son annexe :

DELEGATION D'ATTRIBUTION DE L'ASSEMBLEE AU PRESIDENT

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

- **PREND ACTE**, conformément à la délibération **104** du **31 mars 2011** modifiée par la délibération **104** du **21 juin 2012** prise sur le fondement de l'article L.3221-10-1 du code général des collectivités territoriales, de l'exercice de la délégation que l'Assemblée a consentie au Président en matière d'actions en justice.

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 juin 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE
- M. MANCEL à M. de VALROGER
- M. PATIN à M. DELAVENNE
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN
- M. VILLEMAIN à M. WEYN

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.3213-2,

VU le rapport **111** du Président du Conseil général et son annexe :

BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS POUR 2012

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

- **PREND ACTE**, conformément à l'article L.3213-2 du code général des collectivités territoriales, du bilan ci-**annexé** des acquisitions et cessions opérées sur le territoire du département au cours de l'année 2012.

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE
- M. MANCEL à M. de VALROGER
- M. PATIN à M. DELAVENNE
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN
- M. VILLEMAIN à M. WEYN

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le rapport **112** du Président du Conseil général et ses annexes :

PROGRAMME 11-05 - RAPPORT FINANCIER

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à la majorité les conclusions suivantes, le groupe UMP – Divers droite votant contre :

- **PROCEDE** à des ajustements budgétaires et **PREND** les mesures suivantes :

I - PROGRAMME 11-05 - AUTRES RECETTES ET DEPENSES

1 - Action 11-05-01 – Recettes réelles de fonctionnement

- **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** - 528.004 €
- **Droits d'enregistrement et de publicité département (DMTO)** - 7.400.000 €

Au vu de l'état 1.253 notifié par la DDFIP :

- **Taxe foncière sur les propriétés bâties** - 3.701.337 €

- **PRECISE** que le produit pour 2013 est porté à **164.798.663 €** par application du taux d'imposition inchangé de 21,54% adopté par l'Assemblée départementale lors du Budget Primitif de 2013 aux bases d'imposition notifiées, soit 765.082.000 €.

- **Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** + 2.272.854 €
- **Impôt forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)** + 182.915 €
- **Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)** + 548.749 €
- **Compensation au titre des exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties** - 100.047 €
- **Compensation des exonérations de la taxe foncière sur propriétés bâties en ZFU, ZUS** - 160.713 €
- **Dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale** - 676.854 €
- **Fonds National garantie individuelle des ressources (FNGIR)** - 18.104 €

- **Taxe finale sur la consommation d'électricité (TFCE)**

- **FIXE** à **4,22 %** le **taux applicable à partir du 1^{er} janvier 2014** de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TFCE).

- **Fonds de péréquation des DMTO** + 4.196.106 €

- **PRECISE** qu'au titre de l'exercice 2013, le département sera prélevé d'un montant de 193.196 € et sera bénéficiaire d'un montant de 4.389.302 €, soit un solde positif de 4.196.106 €.

- **Reprise sur provisions** + 8.400.000 €

2 - Action 11-05-02 – Recettes réelles d'investissement

- **Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)** - 2.795.308,35 €

3 - Action 11-05-04

- **Admission en non valeur RMI** + 21.732,73 €
- **Admission en non valeur pouponnière** + 1.579,00 €
- **Admission en non valeur divers** + 18.568,69 €
- **Admission en non valeur enfance** + 3.710,01 €
- **Admission en non valeur personnes âgées** + 1.770,32 €

Autres dépenses réelles non ventilables

- **Dépenses imprévues de fonctionnement** + 1.360.000 €

5 - Action 11-05-06 - Autres écritures d'ordre

- **Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement** + 56.709.400,61 €
- **PRECISE** que ce virement participe à la formation de l'autofinancement des dépenses d'équipement.
- **Opérations d'ordre de cessions à l'euro symbolique (dépenses et recettes)** + 929.116,06 €
- **Transferts des frais d'études et d'insertions** + 772.806,38 €
- **Régularisation des avances sur marchés**

Au titre des inscriptions patrimoniales, pour le pôle culture et communication (musée départemental), d'un montant de **20.000 €**, équilibrées en dépenses et en recettes d'ordre en section d'investissement, sont nécessaires pour la régularisation des avances sur marchés.

II- REVALORISATION ASSURANCES

Au titre des nouveaux contrats d'assurance souscrits :

- Action 11-03-01 - Prévention action sociale, santé** + 410.000,00 €
- Action 11-04-03 - Parc automobile (garage)** + 71.463,74 €
- Action 11-04-05 - Sécurité juridique et commande publique** + 134.226,87 €

- **RETIENT** en conséquence, au titre du programme 11-05 et de ses actions, la situation décrite ci-dessous :

Programmes/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
11-05	Autres recettes et dépenses	153.571.428,04	717.243.656,48	89.558.049,23	251.579.676,82	929.971,03
11-05-01	Recettes réelles de fonctionnement	193.196,00	629.640.602,00	-	-	-
11-05-02	Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)	-	-	-	12.333.596,65	-
11-05-03	Emprunts et charges financières	13.234.302,00	-	69.992.854,00	94.075.809,22	-
11-05-04	Autres dépenses réelles non ventilables	2.113.284,40	-	1.934.971,03	-	929.971,03
11-05-05	Ecritures d'équilibre du budget	-	75.258.131,48	596.278,76	2.450.602,87	-
11-05-06	Autres écritures d'ordre	138.030.645,64	12.344.923,00	17.033.945,44	142.719.668,08	-

- **PREND ACTE** de l'état joint en **annexe 1** reprenant la situation des AP en cours ;
 - **APPROUVE** l'opération jointe en **annexe 2** (intitulé et montant).
-

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT - MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - OGUEZ - Mme PINEL - MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VILLEMMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ,
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération **201** du **20 décembre 2012**,

VU le rapport **201** du Président du Conseil général et ses annexes :

PROGRAMMES 05-01 – PLAN ROUTIER PLURIANNUEL, 05-02 – DEVELOPPEMENT ET AMELIORATION DE LA SECURITE DES RESEAUX DE DEPLACEMENTS, 05-03 – EXPLOITATION DES RESEAUX DE DEPLACEMENTS ET 05-04 – AMENAGEMENTS FONCIER ET DES VOIES D'EAU

VU l'avis favorable de la 2^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à l'unanimité les conclusions suivantes, le groupe UMP Divers droite s'abstenant :

- **PROCEDE** dans le prolongement de la délibération **201** du **20 décembre 2012** consacrée aux programmes 05-01, 05-02, 05-03 et 05-04 et à leurs actions, aux ajustements budgétaires suivants :

I – PROGRAMME 05-01 – PLAN ROUTIER PLURIANNUEL

Action 05-01-01 - Liaisons nouvelles, déviations et doublements Compétence obligatoire

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 767.694,40	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	+ 352.000,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	+ 415.694,40	-
AP en €		- 931.381,97

Complément de :

* 352.000 € de CP gérés sous AP compte tenu des transferts de crédits de l'action 05-01-02 – Renforcements et calibrages (52.000 €) et de l'action 05-01-03 – Ouvrages d'art (300.000 €), pour tenir compte de réajustements d'estimations de travaux ou de dépenses réelles constatées ;

* 415.694,40 € CP compte tenu du prélèvement sur les crédits de fonctionnement non utilisés de la mission 06 – Transports, pour des acquisitions foncières gérées hors AP, pour tenir compte de la finalisation d'un nombre important d'opérations d'achats de terrain liées à des opérations routières.

Dégagement d'AP compte tenu de l'avancement des opérations.

Action 05-01-02 - Renforcements et calibrages Compétence obligatoire

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 52.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	- 52.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		- 77.000

Transfert de CP sur l'action 05-01-01 – Liaisons nouvelles, déviations et doublements pour tenir compte de réajustements d'estimations de travaux ou de dépenses réelles constatées et dégagement d'AP correspondant à des opérations terminées.

**Action 05-01-03 – Ouvrages d'art
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 300.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	- 300.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		- 9.022,84

Compte tenu du transfert de CP provenant de l'action 05-01-01 pour tenir compte de réajustements d'estimations de travaux ou de dépenses réelles constatées et du dégagement d'AP correspondant à des opérations terminées.

II – PROGRAMME 05-02 - DEVELOPPEMENT ET AMELIORATION DE LA SECURITE DES RESEAUX DE DEPLACEMENT

**Action 05-02-01- Opérations ponctuelles
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 30.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	+ 30.000	-
AP en €		- 82.558,14

Complément de CP prélevés sur les crédits de fonctionnement non utilisés de l'action 05-04-02 pour tenir compte de la finalisation d'opérations d'achats de terrain liées à des opérations routières et dégagement d'AP correspondant à des opérations terminées.

Action 05-02-02 - Opérations de sécurité

AP en €	- 9.542,44
----------------	-------------------

Dégagement correspondant à des réajustements de coûts d'opérations terminées.

Action 05-02-03 – Renforcements structurels

AP en €	- 37.231,89
----------------	--------------------

Dégagement correspondant à des réajustements de coûts d'opérations terminées.

**Action 05-02-04 – Traverses d'agglomération
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 464.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	+ 464.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		- 39.402,25

Compte tenu du transfert en CP de 138.000 €, 306.000 € et 20.000 € provenant respectivement de la mission 06 – Transports et des actions 04-02-01 – Aménagement foncier et 05-04-01 – Aménagement foncier, compte tenu de l'avancement des opérations et de l'ajustement de leur coût.

Dégagement d'AP correspondant à des réajustements de coûts d'opérations terminées.

Action 05-02-05 – Signalisations

AP en €	- 31.196,27
----------------	--------------------

Dégagement correspondant à des réajustements de coûts d'opérations terminées.

**Action 05-02-06 – Trans'Oise et autres circulations douces
Intervention volontaire**

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 4.000	-
AP en €		- 760.437,11

Complément de crédits prélevés sur l'action 05-04-02 pour le paiement de subventions de fonctionnement relatives à des voies vertes et gérées antérieurement sur l'action 04-04-04 – Développement du tourisme et dégageant d'AP correspondant à des réajustements d'opérations.

III – PROGRAMME 05-03 - EXPLOITATION DES RESEAUX DE DEPLACEMENT

Action 05-03-01 – Maintenance et travaux entretien

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 2.021,23	-

Action 05-03-02 – Matériels d'exploitation

AP en €	- 545,98
----------------	-----------------

Dégagement correspondant à des réajustements de coûts d'opérations terminées.

IV – PROGRAMME 05-04 – AMENAGEMENT FONCIER ET DES VOIES D’EAU

- **RAPPELLE** que la couverture en crédits de paiements d’opérations antérieures à 2013 demeure inscrite sur les actions 04-02-01 – Aménagement foncier et 04-02-02 – Aménagements des voies d’eau afin de faciliter la gestion de ces opérations, et que la prise en compte de nouvelles opérations est désormais rattachée aux actions de la mission 05.

Action 05-04-01 – Aménagement foncier Compétence obligatoire

Section d’investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 20.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	- 20.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		+ 4.600.000

Transfert d’AP depuis l’action 04-02-01 pour rectifier une erreur d’affectation lors du vote du BP 2013 et transfert de CP sur l’action 05-02-04 – Traverses d’agglomération.

Action 04-02-01 – Aménagement foncier Compétence obligatoire

Section d’investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 306.246,53	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	- 306.246,53	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		- 4.754.581,59

En AP, complément de 25.000 € suite à un réajustement du montant de l’opération de remboursement de la RN31 – Déviation de BEAUVAIS étant entendu que cette dépense sera couverte par une recette de l’Etat s’agissant d’un remboursement lié à une route nationale, transfert de 4.600.000 € sur l’action 05-04-01 pour rectifier une erreur d’affectation lors du vote du BP 2013 et dégagement de 179.581,59 € correspondant à des réajustements de coûts d’opérations.

En CP, transfert de 306.000 € sur l’action 05-02-04 et dégagement de 246,53 € CP pour tenir compte de décalage dans le temps de certaines opérations mais aussi des réajustements d’estimations ou de dépenses réelles constatées.

Action 05-04-02 – Aménagement des voies d’eau Intervention volontaire

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 50.580	-

Réduction de 50.580 € du fait d’une moindre demande de contribution du département par le syndicat mixte du port fluvial de LONGUEIL-SAINTE-MARIE permettant un transfert de 30.000 € CP sur l’action 05-02-01- Opérations ponctuelles en investissement hors AP et de 4.000 € CP sur l’action 05-02-06 - Trans’Oise et autres circulations douces en fonctionnement.

Annulation de 16.580 €.

V – PLAN DEPARTEMENTAL POUR UNE MOBILITE DURABLE

- **DECIDE** d'actualiser le plan routier pluriannuel adopté en 2006 en raison de la concrétisation de plusieurs opérations inscrites et déjà en service ou à un niveau avancé de réalisation mais aussi pour lui conférer une dimension élargie à la mobilité en général afin de rendre plus évidente et plus lisible la cohérence des politiques départementales menées dans ce domaine ;

- **DIT**, dans ce contexte, que le plan routier pluriannuel prend la forme **d'un plan départemental pour une mobilité durable** qui se décline en 4 chapitres présentant respectivement :

- ❖ les enjeux de la mobilité durable, un défi pour les prochaines années ;
- ❖ un diagnostic des déplacements dans l'Oise qui se révèle être une terre de grandes mobilités ;
- ❖ une présentation des compétences développées par le département en matière de mobilité ;
- ❖ la stratégie de mobilité durable élaborée par le Conseil général pour répondre aux besoins actuels et futurs de déplacements des Isariens et conciliant les impératifs de développement économique du territoire, de maintien de la cohésion sociale ainsi que de préservation de l'environnement et du cadre de vie.

- **ADOpte**, par conséquent, le **plan départemental pour une mobilité durable** joint en **annexe 1** s'inscrivant pleinement dans le cadre de l'Agenda 21 du département et visant à satisfaire les 4 ambitions suivantes :

- ❖ Ambition n° 1 : Une mobilité au service de l'attractivité économique du territoire ;
- ❖ Ambition n° 2 : Une mobilité au service de la cohésion sociale ;
- ❖ Ambition n° 3 : Une mobilité qui préserve l'environnement et le cadre de vie ;
- ❖ Ambition n° 4 : Des usagers-citoyens-contribuables conscients de leur mobilité courante.

- **PRECISE** que ce plan s'inscrit dans l'objectif d'une plus grande proximité entre le Conseil général et les territoires et a vocation à irriguer l'ensemble des politiques départementales à l'image du développement durable.

- **RETIENT** en conséquence au titre des programmes 05-01, 05-02, 05-03 et 05-04 et de leurs actions la situation décrite ci-après :

Programmes/ Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
05-01	Plan routier pluriannuel	-	-	29.198.882,30	-	335.317.658,41
05-01-01	Liaisons nouvelles, déviations et doublement	-	-	23.408.647,01	-	289.684.655,09
05-01-02	Renforcements et calibrages	-	-	376.966,50	-	22.470.616,56
05-01-03	Ouvrages d'art	-	-	5.413.268,79	-	23.162.386,76
05-02	Développement et amélioration de la sécurité des réseaux de déplacements	40.322,90	-	16.463.675,80	-	147.461.056,61
05-02-01	Opérations ponctuelles	-	-	1.702.541,56	-	12.035.127,72
05-02-02	Opérations de sécurité	-	-	1.931.000,00	-	11.828.899,21
05-02-03	Renforcements structurels	-	-	4.407.423,66	-	52.262.257,58
05-02-04	Traverses d'agglomération	-	-	4.520.000,00	-	36.773.743,10
05-02-05	Signalisations	-	-	1.015.000,00	-	9.596.913,69
05-02-06	Trans'Oise et autres circulations douces	40.322,90	-	2.887.710,58	-	24.964.115,31

Programmes/ Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
05-03	Exploitation des réseaux de déplacements	9.397.648,03	461.500,00	1.252.505,64	-	10.840.944,66
05-03-01	Maintenance et travaux d'entretien	9.397.648,03	461.500,00	150.000,00	-	900.000,00
05-03-02	Matériels d'exploitation	-	-	1.102.505,64	-	9.940.944,66
05-04	Aménagement foncier et des voies d'eau	56.020,00	-	35.000,00	-	4.700.000,00
05-04-01	Aménagement foncier	3.000,00	-	-	-	4.700.000,00
05-04-02	Aménagement des voies d'eau	53.020,00	-	-	-	-
TOTAL MISSION 05		9.493.990,93	461.500,00	46.950.063,74		498.319.659,68

PROGRAMME 05-01 – PLAN ROUTIER PLURIANNUEL

**Action 05-01-01 - Liaisons nouvelles, déviations et doubléments
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	23.408.647,01	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	21.956.000,86	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	1.452.646,15	-
AP en €	289.684.655,09	

**Action 05-01-02 - Renforcements et calibrages
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	376.966,50	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	376.966,50	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €	22.470.616,56	

**Action 05-01-03 – Ouvrages d'art
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	5.413.268,79	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	5.413.268,79	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		23.162.386,76

**PROGRAMME 05-02 - DEVELOPPEMENT ET AMELIORATION DE LA SECURITE DES RESEAUX
DE DEPLACEMENT**

**Action 05-02-01- OPERATIONS PONCTUELLES
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.702.541,56	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	1.637.788,74	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	64.752,82	-
AP en €		12.035.127,72

**Action 05-02-02 - Opérations de sécurité
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.931.000,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	1.931.000,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		11.828.899,21

**Action 05-02-03 - Renforcements structurels
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	4.407.423,66	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	4.407.423,66	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		52.262.257,58

**Action 05-02-04 – Traverses d'agglomération
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	4.520.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	4.520.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		36.773.743,10

**Action 05-02-05 – Equipements de la route
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.015.000,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	1.015.000,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		9.596.913,69

**Action 05-02-06 – Trans'Oise et autres circulations douces
Intervention volontaire**

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	40.322,90	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	2.887.710,58	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	2.887.710,58	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		24.964.115,31

PROGRAMME 05-03 - EXPLOITATION DES RESEAUX DE DEPLACEMENT

**Action 05-03-01 - Maintenance et travaux d'entretien des réseaux
Compétence obligatoire**

Section de fonctionnement (en €)	Dépense	Recettes
Total	9.397.648,03	461.500,00

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	150.000,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	150.000,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		900.000,00

**Action 05-03-02 - Matériel d'exploitation
Compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.102.505,64	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	1.102.505,64	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		9.940.944,66

PROGRAMME 05-04 – AMENAGEMENT FONCIER ET DES VOIES D’EAU

Action 05-04-01 – Aménagement foncier

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	3.000,00	-
AP en €		4.700.000,00

Action 05-04-02 – Aménagement des voies d'eau

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	53.020,00	-

- **APPROUVE** la liste des opérations jointes en **annexe 2** (intitulés et montants).

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE – DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE
- M. MANCEL à M. de VALROGER
- M. PATIN à M. DELAVENNE
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération **202** du **20 décembre 2012**,

VU la décision **II-04** du **13 mai 2013**,

VU le rapport **202** du Président du Conseil général et son annexe :

PROGRAMME 06-01 - DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS EN COMMUN, 06-02 - ADAPTATION DES TRANSPORTS EN COMMUN AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE

VU l'avis favorable de la 2^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOPTE à l'unanimité les conclusions suivantes :

- **PROCEDE** dans le prolongement de la délibération **202** du **20 décembre 2012** consacrée aux programmes 06-01 et 06-02, aux ajustements budgétaires suivants :

I - PROGRAMME 06-01 - DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS EN COMMUN

Action 06-01-01 - Transports interurbains sauf scolaires Compétence obligatoire

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 20.000,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 269.852,02	+ 19.858,20
Crédits budgétaires gérés sous AP	- 269.852,02	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	+ 19.858,20

- En fonctionnement, pour la prise en charge d'opérations diverses de transport (5.000 €) et au titre de la participation du département à la commune de PLAILLY au déficit structurel de la ligne 29 PLAILLY-SURVILLIERS-FOSSES, organisée par le Syndicat des Transports d'Ile de France (STIF) pour la période 2012-2013.

En investissement, complément de 19.858,20 € correspondant à une recette attendue du SMTCO pour la participation départementale au renouvellement des véhicules mis à disposition du réseau interurbain dont le coût est minoré de 269 852.02 € en CP, dans la mesure où les investissements réalisés par les délégataires ont été inférieurs au plan d'affaires prévisionnel.

Action 06-01-02 - Transports interurbains scolaires Compétence obligatoire

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 148.347,68	

Compte tenu de l'augmentation du coût de prise en charge des élèves Isariens transportés par le département de la Seine Maritime pour lesquels une convention de réciprocité est en cours de finalisation.

Action 06-01-03 - Transports interurbains sauf scolaires Intervention volontaire

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	10.967,32
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	10.967,32

Recette complémentaire attendue du SMTCO à hauteur de 50 % pour l'expérimentation d'un réseau de points de rendez-vous pour le covoiturage.

II - PROGRAMME 06-02 – ADAPTATION DES TRANSPORTS EN COMMUN AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE

Action 06-02-01 – Oise Mobilité Transport Adapté (OMTA) Intervention volontaire

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 1.150.000	- 640.000

Compte tenu de l'application du code de l'action sociale et des familles prévoyant la prise en charge par l'ARS sur le budget des ESAT, des frais de transports collectifs des travailleurs accueillis au sein de ces établissements et qui diminue la recette attendue du SMTCO à hauteur de 40 %.

Action 06-02-02 - Schéma directeur d'accessibilité Compétence obligatoire

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 350.000	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 131.700,12	+ 99.996,04
Crédits budgétaires gérés sous AP	+ 131.700,12	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	+ 99.996,04

AP en €		- 109.999,88
----------------	--	---------------------

En fonctionnement, compte tenu de la mise en œuvre du service de substitution à la demande ayant pris du retard et ne pouvant être mis en place qu'en 2014.

En investissement, compte tenu de la réalisation du diagnostic des arrêts prévu au schéma directeur d'accessibilité, initialement prévue par le département, par les délégataires (- 40.000 €) et du nombre de véhicules pré-équipés mis en accessibilité au titre de 2012, conformément aux programmes établis par les délégataires (+ 171.700,12 €), étant précisé que cette dépense sera compensée par une recette attendue du SMTCO.

Dégagement d'AP correspondant essentiellement au diagnostic des arrêts prévu au schéma directeur d'accessibilité (SDA).

Action 06-02-03 - Transports scolaires d'élèves handicapés Compétence obligatoire

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 3.000	-

Complément pour le lancement de nouvelles consultations nécessitant des frais d'insertion.

- **RETIENT** en conséquence au titre des programmes 06-01 et 06-02 ainsi que de leurs actions, la situation décrite ci-après :

Programmes/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
06-01	Développement des transports en commun	60.471.354,19	2.280.000,00	2.800.000,00	790.967,32	30.220.794,67
06-01-01	Transports interurbains (sauf scolaires) compétence obligatoire	1.317.725,00	-	2.800.000,00	780.000,00	30.220.794,67
06-01-02	Transports interurbains scolaires	59.153.629,19	2.280.000,00	-	-	-
06-01-03	Transports interurbains (sauf scolaires) Intervention volontaire	-	-	-	10.967,02	-
06-02	Adaptation des transports en commun aux personnes à mobilité réduite	10.723.682,37	1.720.000,00	505.020,12	99.996,04	736.440,12
06-02-01	Oise Mobilité Transport Adapté	4.300.000,00	1.720.000,00	-	-	-
06-02-02	Schéma directeur d'accessibilité	-	-	505.020,12	99.996,04	736.440,12
06-02-03	Transports scolaires d'élèves handicapés	6.423.682,37	-	-	-	-
TOTAL		71.195.036,56	4.000.000,00	3.305.020,12	890.963,36	30.957.234,79

**Action 06-01-01 - Transports interurbains sauf scolaires
compétence obligatoire**

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.317.725,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	2.800.000,00	780.000,00
Crédits budgétaires gérés sous AP	2.800.000,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	780.000,00

AP en €	30.220.794,67
----------------	----------------------

**Action 06-01-02 - Transports interurbains scolaires
compétence obligatoire**

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	59.153.629,19	2.280.000,00

**Action 06-01-03 - Transports interurbains sauf scolaires
Intervention volontaire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	10.967,32
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	10.967,32

**Action 06-02-01 - Oise Mobilité Transport Adapté (OMTA)
Intervention volontaire**

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	4.300.000,00	1.720.000,00

**Action 06-02-02 - Schéma directeur d'accessibilité
compétence obligatoire**

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	505.020,12	99.996,04
Crédits budgétaires gérés sous AP	505.020,12	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	99.996,04
AP		736.440,12

**Action 06-02-03 - Transports scolaires d'élèves handicapés
Compétence obligatoire**

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	6.423.682,37	-

- **APPROUVE** la liste des opérations jointe en **annexe** (intitulés et montants).

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services

Jacques ANGLADE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MENN - OGUEZ - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VIGUIER - VILLEMALIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. DESMEDT à M. CAUWEL,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. MARCHAND à M. COET,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération **301** du **20 décembre 2012**,

VU le rapport **301** du Président du Conseil général et ses annexes :

PROGRAMME 04-01 - AIDE AUX COMMUNES

VU l'avis favorable de la 3^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à l'unanimité les conclusions suivantes, M. LETELLIER ne prenant pas part au vote :

I – AJUSTEMENTS DE CREDITS

- **PROCEDE**, dans le prolongement de la délibération **301** du **20 décembre 2012** consacrée au programme 04-01 – aide aux communes et à ses actions, aux ajustements budgétaires suivants :

Action 04-01-01 – Aide aux communes

AP en €	- 2.559.545 €
---------	---------------

Opérations antérieures à 2013.

Action 04-01-02 – Très haut débit communal

- **AUTORISE** le transfert de **7,4 M€** au chapitre **204**, en provenance des chapitres **20** (à hauteur de 1,4 M€) et **23** (6 M€), la participation financière de 2013 du département au syndicat mixte Oise Très Haut Débit (SMOTHD) -dont l'installation est intervenue le 6 juin 2013-, étant ramenée de 8 M€ à 7,4 M€ dans la mesure où les études en vue des travaux de construction du réseau FTTH ont été lancées et d'ores et déjà engagées par le département à hauteur de 0,6 M€,

II - AIDE EN FAVEUR DES MAISONS DE SANTE PLURIPROFESSIONNELLES

- **CONSTATE** que la désertification médicale constitue un enjeu majeur en termes d'aménagement du territoire dans un contexte où l'offre de médecins est inégalement répartie sur le territoire et suit la tendance de la région Picardie qui représente la 3^{ème} densité la plus faible des régions françaises en termes de médecins généralistes, arrive au dernier rang pour les spécialistes et les kinésithérapeutes et à l'avant-dernier pour les chirurgiens dentistes ;

- **RAPPELLE** que face à cette problématique, le lancement du plan national de développement des maisons de santé par l'État en février 2009 vient en renfort de la dynamique déjà engagée dans le département de l'Oise depuis 2007 en lien avec le « Guichet Unique » régional rassemblant collectivités territoriales (Région et départements) et la Mission Régionale de Santé ;

- **CONSIDERE** que la création de structures de santé du type Maisons de Santé pluri professionnelles (MSP), constitue une réponse adaptée aux problématiques rencontrées sur les territoires : les MSP peuvent en effet garantir un accès aux soins urgents et diversifiés, assurer des activités de soins sans hébergement et participer à des actions de santé publique ainsi qu'à des actions de prévention et d'éducation pour la santé ;

- **ADOpte** en conséquence, suivant les modalités jointes en **annexe 1**, le dispositif d'aide spécifique du département au titre de l'aide aux communes pour le financement, en coordination avec d'autres partenaires (Europe, Etat, Région et Agence Régionale de Santé (ARS) de Picardie), des projets de création de structures de santé du type MSP ;

- **PRECISE** que la viabilité des projets est assurée par un examen rigoureux du comité de sélection régional piloté par le Préfet de région et l'ARS de Picardie et composé des représentants des préfectures départementales, de la région, des différents départements, de l'Assurance Maladie et de l'Union Régionale des Professions de santé ;

III - MODIFICATIONS DU DISPOSITIF DEPARTEMENTAL DES AIDES AUX COMMUNES

- AUTORISE :

- le **cumul** des subventions du Conseil général et de l'État au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) pour les **travaux de mise en accessibilité de l'espace public aux personnes à mobilité réduite**, au vu de la loi du 11 février 2005 portant à 2015 l'échéance pour la mise en accessibilité de l'ensemble des espaces publics aux personnes handicapées ;
- **en matière d'assainissement et d'alimentation en eau potable**, pour la modulation des subventions départementales, la possibilité de prendre en compte le prix de l'eau potable **après** réalisation des travaux, afin de ne pas pénaliser les opérations consistant en d'importants travaux et dont les investissements seront répercutés à terme sur le prix de l'eau ;
- à ce dernier titre, l'octroi de subvention complémentaire pour les projets ayant bénéficié d'une subvention depuis le 1er janvier 2013, dans l'éventualité où le prix de l'eau après travaux respecte ces nouvelles dispositions ;

- **APPROUVE** en conséquence, le règlement départemental et les modalités de financement en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement rural actualisés joints en **annexes 2, 3 et 4**.

IV – SUBVENTION EN FAVEUR DE LA CREATION D'UN BATEAU - PROMENADE NOUVELLE GENERATION AU DEPART DE LA CITE DES BATELIERS

- **ACCORDE** à la communauté de communes des Deux Vallées à titre exceptionnel, compte tenu du caractère structurant et innovant du projet, une subvention de **150.000 €** pour la création d'un bateau - promenade nouvelle génération (type hybride / électro-solaire) sur son territoire au départ de la Cité des Bateliers à LONGUEIL-ANNEL (canton RIBECOURT), représentant 20 % du coût prévisionnel de 750.000 € HT.

V - DEROGATIONS DE REGULARISATION

- **ACCORDE**, compte tenu de la bonne foi manifeste des collectivités concernées, les dérogations de régularisation pour les opérations décrites en **annexe 5**, et **RENVOIE** à l'examen ultérieur de la Commission Permanente les votes et liquidations des dépenses correspondantes.

- **RETIENT** en conséquence, au titre du programme 04-01 et de ses actions, la situation décrite ci-après :

Programme/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
04-01	Aide aux communes	167.000	-	45.000.000	-	408.314.062,41
04-01-01	Aide aux communes	167.000	-	37.000.000	-	400.314.062,41
04-01-02	Très haut débit communal	-	-	8.000.000	-	8.000.000,00

Action 04-01-01 – Aide aux communes

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	167.000	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	37.000.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	37.000.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP	400.314.062,41
-----------	-----------------------

Action 04-01-02 – Très haut débit communal

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	8.000.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	8.000.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP	8.000.000,00
-----------	---------------------

- **APPROUVE** la liste des opérations jointe en **annexe 6** (intitulés et montants).

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MENN - OGUEZ - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VIGUIER - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. DESMEDT à M. CAUWEL,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. MARCHAND à M. COET,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération **302** du **20 décembre 2012**,

VU le rapport **302** du Président du Conseil général et ses annexes :

PROGRAMME 04-02 - AMENAGEMENT, LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

VU l'avis favorable de la 3^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE :

ADOPTE à l'unanimité les conclusions suivantes, le groupe UMP – Divers droite s'abstenant :

I – AJUSTEMENTS DE CREDITS

- **PROCEDE**, dans le prolongement de la délibération **302** du **20 décembre 2012** consacrée au programme 04-02 – Aménagement, logement et politique de la ville et à ses actions, aux ajustements budgétaires suivants :

Action 04-02-04 – Logement

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	1.110.000
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	1.110.000
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP en €		- 451.267,34

Recettes correspondant à une dotation de l'Etat dans le cadre de la délégation des aides à la pierre 2006-2011 (1.100.000 €) et à 3 remboursements de subvention Pass foncier (10.000 €) total de 10.000 €, et dégagement d'AP compte tenu d'opérations terminées ou suffisamment avancées.

Action 04-02-05 – Politique de la ville

AP en €	- 111.548,99
----------------	---------------------

Compte tenu d'opérations terminées ou suffisamment avancées.

- **RETIENT** en conséquence, au niveau du programme 04-02 et de ses actions, la situation décrite ci-après :

Programmes/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
04-02	Aménagement, logement et politique de la ville	1.120.149,12	21.400	15.173.318,68	1.110.000	92.796.688,04
04-02-01	Aménagement foncier	-	-	625.020,99	-	7.427.333,48
04-02-02	Aménagement des voies d'eau	-	-	1.524.100,00	-	11.245.498,42
04-02-04	Logement	896.879,12	21.400	12.732.861,07	1.110.000	68.726.657,46
04-02-05	Politique de la ville	223.270,00	-	291.336,62	-	5.397.198,68

Action 04-02-01 – Aménagement foncier

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	625.020,99	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	625.020,99	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP		7.427.333,48

Action 04-02-02 – Aménagement des voies d'eau

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.524.100,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	1.524.100,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP		11.245.498,42

- **PRECISE**, au cas particulier de ces 2 précédentes actions, que les ajustements budgétaires les concernant sont détaillées dans la délibération **201** du **20 juin 2013**, la situation consolidée figurant dans la présente délibération dans la mesure où elles relèvent du programme 04-02.

Action 04-02-03 – Urbanisme

(Globalisée dans l'aide aux communes – cf. délibération **301** du **20 juin 2013**)

Action 04-02-04 – Logement

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	896.879,12	21.400,00

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	12.732.861,07	1.110.000,00
Crédits budgétaires gérés sous AP	12.732.861,07	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	1.110.000,00
AP		68.726.657,46

Action 04-02-05 – Politique de la ville

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	223.270,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	291.336.62	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	291.336.62	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-
AP		5.397.198,68

- **APPROUVE** la liste des opérations jointes en **annexe 1** (intitulés et montants).

II - DEROGATION DE REGULARISATION

- **ACCORDE**, compte tenu de la bonne foi manifeste du bailleur concerné, les dérogations de régularisation pour les opérations décrites en **annexe 2**.

III – PLAN DEPARTEMENTAL DE L’HABITAT (PDH)

- **RAPPELLE** que le logement est au cœur des préoccupations des Isariens et est aussi un facteur déterminant en matière de développement des territoires, qu’ils soient urbains ou ruraux ;

- **ENONCE**, dans ce cadre, les enjeux du programme départemental de l’habitat qui doit permettre, dans un principe d’équité territoriale, de favoriser la mise en cohérence des politiques locales de l’habitat et de renforcer la convergence de l’ensemble des actions en faveur du logement ;

- **PRECISE** que depuis 2004, le Conseil général s’attache à mettre en œuvre une politique de l’habitat au service des Isariens dont l’ambition est de renforcer une offre de logements adaptée aux spécificités des territoires de l’Oise et de leurs habitants, tout en respectant un aménagement solidaire et équilibré du territoire et tenant compte de la diversité des besoins en logement et de l’évolution des problématiques liées à l’habitat ;

- **ADOpte** le Plan Départemental de l’Habitat (PDH) joint en **annexe 3**, élaboré pour 6 ans à l’issue d’une large consultation des acteurs du logement (rencontres, séminaire habitat, conférences territoriales), véritable outil stratégique de la politique logement du département permettant de conjuguer les enjeux du logement et de ceux l’urbanisme et reposant sur les 3 orientations suivantes :

1. Stimuler la production de logements pour fluidifier le marché et réduire les délais d’accès au logement social ;

2. Accroître le niveau d’intervention sur le parc de logements existants eu égard aux enjeux énergétiques et au risque de déqualification de la fraction du parc la plus obsolète ;

3. Maintenir les dispositions de soutien au logement et à l’hébergement des plus démunis, premières victimes de la tension de marché ;

- **AJOUTE** que cette stratégie d’intervention doit permettre :

- de répondre à la pluralité des besoins locaux, qu’ils relèvent de la relance de la production locative sociale, de l’accès au logement des plus démunis, de la lutte contre l’exclusion, du traitement des quartiers en difficultés, de l’amélioration énergétique des logements, de l’incitation à la planification urbaine et à la maîtrise foncière ;

- de consolider et développer une nouvelle politique de l’habitat afin de mieux répondre aux nouveaux enjeux sociaux, économiques et environnementaux qui impactent aujourd’hui le territoire départemental ;

- **PRECISE** qu’un observatoire départemental de l’habitat :

* sera mis en place dans un premier temps, en tant qu’outil de veille, de mesure et d’évaluation de la stratégie globale du département à travers la construction d’un référentiel d’indicateurs pertinents s’appuyant sur l’observatoire départemental et sur les dispositifs mis en place par d’autres acteurs locaux de l’habitat, ;

* qu’une évolution du champ d’étude pourra être envisagée au regard des moyens consentis :

- pour développer une approche territorialisée des besoins en logements (analyse par grands territoires) avec une association plus forte de l’ADIL, l’ANAH, l’ARHLM, le CAUE.... ;

- pour aider les intercommunalités à la réalisation de diagnostics partagés en faveur de politiques locales de l’habitat PLH ;

* devra également prendre en compte les besoins de suivi et d'animation du PDALPD.

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - COET - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - OGUEZ - Mme PINEL - MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ,
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération **303** du **20 décembre 2012**,

VU le rapport **303** du Président du Conseil général et ses annexes :

PROGRAMME 04-03 - ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

VU l'avis favorable de la 3^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à l'unanimité les conclusions suivantes :

- **PROCEDE**, dans le prolongement de la délibération **303** du **20 décembre 2012** consacrée au programme 04-03 – Environnement et développement durable qui s’articule autour de 3 actions, aux ajustements budgétaires suivants :

I – AJUSTEMENTS DE CREDITS

Action 04-03-01 – Politique de l’eau et lutte contre les inondations

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 10.300	-

Section d’investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 32.400	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	+ 32.400	-

AP en €	530.000
----------------	----------------

Compte tenu de la diminution de la participation du département à l’Entente Oise Aisne suite au report de certains travaux 2012 (- 48.200 €), du transfert (- 32.400 €) de la section de fonctionnement vers la section d’investissement d’une partie de la participation initiale du département affectée à des travaux d’investissement sur rivières domaniales non navigables, de la participation 2013 du département à l’Institution Interdépartementale de la Bresle s’élevant au final à 26.100 € (- 3.900 €), de nouvelles demandes au titre de l’entretien des rivières (36.400 €), enfin de la possible adhésion en cours d’étude (5.400 €), à l’AMEVA (syndicat mixte d’aménagement et de valorisation du bassin de la Somme.

Inscription d’AP en prévision des travaux d’aménagement à intervenir à partir de 2015, dans le cadre du Programme d’Actions et de Prévention des Inondations (PAPI) de la Verse et de la convention qui sera établie avec les partenaires financiers.

Action 04-03-02 – Traitement des déchets

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 159.568	-

Au titre du plan de gestion des déchets du bâtiment et travaux publics (PGDBTP) réalisé sous maîtrise d’ouvrage du département en application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l’environnement, dite loi Grenelle II (150.000 €) et du transfert de crédits (9.568 €) provenant de l’action 11-04-05 - Sécurité juridique et commande publique, pour régler les frais du marché d’avocat relatif au plan déchets.

Action 04-03-03 – Autres actions en faveur de l'environnement

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	25.673,09	19.067,23

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 109.250,58	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	+ 109.250,58	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP en €	- 507.779,95
----------------	---------------------

En fonctionnement, au titre des animations Développement durable (25.700 €), de la location de matériels supplémentaires pour l'entretien des marais de SACY (7.600 €), et compte tenu de la non réalisation par le Parc Naturel Régional Oise Pays de France, d'opérations prévues dans le programme 2010 (- 7.626,91 €)

En investissement, en dépenses, notamment pour tenir compte du réajustement des échéanciers de travaux d'opérations (Aménagement de la forêt de THIESCOURT, subvention d'aménagement pour l'ouverture au public des forêts privées, subvention d'aménagement pour l'ouverture au public des forêts domaniales, aide à l'aménagement d'ENS, en recettes, au titre de la participation de l'ADEME au plan climat du département.

Enfin, dégagement d'AP compte tenu du réajustement d'opérations en cours.

II - DEROGATIONS DE REGULARISATION

- **ACCORDE**, compte tenu de la bonne foi manifeste des structures concernées, les dérogations de régularisation pour les opérations décrites en **annexe 1**, et **RENVOIE** à l'examen ultérieur de la Commission Permanente les votes et liquidations des dépenses correspondantes.

- **RETIENT** en conséquence, au niveau du programme 04-03 et de ses 3 actions, la situation décrite ci-après :

Programmes/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
04-03	Environnement et développement durable	4.048.316,70	219.067,23	762.304,58	20.120,00	5.840.748,64
04-03-01	Politique de l'eau et lutte contre les inondations	979.351,45	200.000,00	32.400,00	-	530.000,00
04-03-02	Traitement des déchets	311.068,00	-	-	-	-
04-03-03	Autres actions en faveur de l'environnement	2.757.897,25	19.067,23	729.904,58	20.120,00	5.310.748,64

Action 04-03-01 – Politique de l'eau et lutte contre les inondations

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	979.351 ,45	200.000,00

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	32.400,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	32.400,00	-

Action 04-03-02 – Traitement des déchets

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	311.068,00	-

Action 04-03-03 – Autres actions en faveur de l'environnement

Total	2.757.897,25	19.067,23
--------------	---------------------	------------------

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	729.904,58	20.120,00
Crédits budgétaires gérés sous AP	643.904,58	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	86.000,00	20.120,00

AP	5.310.748,64	
-----------	---------------------	--

- **APPROUVE** la liste des opérations jointe en **annexe 2** (intitulés et montants).

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 Mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT - MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - OGUEZ - Mme PINEL - MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ,
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU l'article L. 333-1 du code de l'environnement,

VU le rapport **304** du Président du Conseil général :

MISSION 04 - DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES - DEVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT - AUTRES ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT - ESPACES NATURELS SENSIBLES

VU l'avis favorable de la 3^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à l'unanimité les conclusions suivantes, M. MARCHAND ne prenant pas part au vote :

- **RAPPELLE** que :

* le Parc Naturel Régional Oise Pays de France (PNR OPF) est régi par une charte approuvée le 15 janvier 2004 pour une durée de 10 ans avec une prolongation de 2 ans qui est appliquée sur le territoire du parc par le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du PNR (SMAG), définissant les domaines d'intervention du SMAG, de l'Etat et des collectivités territoriales et constituant le cadre de mise en œuvre des orientations de protection ainsi que des actions de mise en valeur et de développement ;

* afin de renouveler le classement du PNR, par délibérations en date du 24 juin 2011, les Conseils régionaux de Picardie et d'Ile-de-France ont lancé la **procédure de révision de la charte** ;

- **ADOpte** la contribution du département jointe en **annexe** à l'avant-projet de charte du PNR visant à assurer la cohérence et la compatibilité des orientations du PNR avec celles des politiques départementales ;

- **DEMANDE** au PNR de fournir :

* des projections financières actualisées,

* la cartographie du plan de référence afin d'améliorer la lecture et l'analyse de l'avant projet de charte,

* le retro planning actualisé des différentes étapes de la procédure afin de tenir compte du retard pris par rapport au calendrier initial de révisions de la charte.

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 juin 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT - MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - OGUEZ - Mme PINEL - MM. POUPLIN - ROMÉ - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ,
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU les délibérations **603** du **16 juin 1994**, **604** du **3 juillet 1995**, **3001** et **304** du **20 décembre 2012**,

VU les décisions **III-05** du **16 octobre 2006**, **III-10** du **28 février 2011**, **III-14** du **16 avril 2012** et **III-09** du **28 janvier 2013**,

VU le rapport **305** du Président du Conseil général et ses annexes :

PROGRAMME 04-04 DEVELOPPEMENT DE L'ATTRACTIVITE DE L'OISE

VU l'avis favorable de la 3^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOPTE à l'unanimité les conclusions suivantes :

I – AJUSTEMENTS DE CREDITS

- **PROCEDE** dans le prolongement de la délibération **304** du **20 décembre 2012** consacrée au programme 04-04 – Développement de l'attractivité de l'Oise et à ses actions, aux ajustements budgétaires suivants :

Action 04-04-01 – Développement économique

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 21.825	+ 30.800

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	- 500.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	+ 500.000	-

AP (en €)		- 607.219,64
------------------	--	---------------------

En fonctionnement, transfert de crédits entre lignes budgétaire afin, notamment, de créditer une nouvelle ligne « Etudes économiques » (134.500 €) et 30.800 € en recettes liés aux remboursements CGERO et LEMARIE PATISSIER.

En investissement, ajustement lié à la gestion hors AP du dispositif aide à l'investissement des entreprises « prêt à taux 0 ».

En AP, dégagement correspondant à des réajustements d'opérations en cours.

Action 04-04-02 – Développement du tourisme

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 17.325	+ 6.920,29

Dégagement de 17.325 € en dépenses sur le dispositif « fiches BP » tourisme pour abonder la ligne budgétaire « animation locale économie ».

En recettes, ajustements liés aux remboursements de l'Office de Tourisme de Pierre Sud Oise et d'OSEO.

Action 04-04-08 – Haut et très haut débit

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	50.000	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	315.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	315.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP en €	311.339,02
----------------	-------------------

En fonctionnement, complément pour des assistances techniques, juridiques et financières dans la cadre de la poursuite de la conduite des procédures de sélection du constructeur du réseau FTTH et de l'opérateur délégataire.

En investissement, inscription de 62.000 € AP/CP au chapitre **20** et de 253.000 € CP au chapitre **23** pour la prise en compte les derniers mouvements d'ordre et de l'impact de la révision des prix sur l'ensemble des études et travaux lié à l'achèvement du programme NRA-ZO et dégagement d'AP lié à l'achèvement du SDTAN (-3.360,98 €).

II – LANCEMENT D'UNE ETUDE SUR LA CREATION DE TELECENTRES

- **APPROUVE** le lancement en partenariat étroit avec la Caisse des Dépôts et Consignations, d'une étude visant à évaluer le potentiel d'implantation et de développement d'un réseau de télécentres sur le territoire isarien, en fonction de sa population, des entreprises (endogènes et exogènes) et des travailleurs isariens qui pourraient potentiellement être intéressés par cette offre ;

- **PRECISE** qu'au-delà de l'identification des potentialités, cette étude visera dans un second temps à proposer une stratégie d'actions permettant de faire émerger une offre de télécentres structurés en réseau à l'échelle du territoire isarien en tenant compte des dimensions économiques (forte concentration de la demande, fort potentiel de fréquentation des sites ...) et d'aménagement territorial (prise en compte des projets moins rentables mais à fort intérêt en terme d'aménagement territorial).

III – AIDE A L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES « PRET A TAUX 0 »

- **APPROUVE**, à l'issue de la concertation menée avec la région et l'autorisation de son Assemblée délibérante du 31 mai 2013, les modalités du dispositif « Prêt à taux 0 » jointes en **annexe 1**, permettant d'en activer la mise en place ;

- **PRECISE** qu'un comité d'analyse des dossiers pourra être mis en place en fonction des besoins avec des partenaires spécifiques tels qu'OSEO.

IV - RENFORCEMENT DU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DE L'ATTRACTIVITE DE L'OISE

- **PREND ACTE** du renforcement depuis notamment l'intégration du personnel de Chances dans l'Oise au 1^{er} mars 2013, du service du développement de l'attractivité de l'Oise composé de 3 chargés de mission et d'une assistante à mi-temps qui s'est positionné sur les principaux chantiers suivants :

- le développement de filières spécifiques (éco-activité et agro-alimentaire principalement) ;
- un positionnement sur l'accompagnement des créateurs d'entreprises ;
- un accompagnement des entreprises en développement ;
- le travail sur la mise en œuvre du nouveau dispositif prêt à taux 0 ;
- les réflexions largement engagées sur la création d'un observatoire économique ;
- l'identification et le développement de l'offre territoriale et la réalisation d'un travail en cours pour s'orienter vers un marketing territorial (création d'une plaquette, maquetages de propositions d'implantation...);
- la recherche du renforcement de partenariats avec différents acteurs du territoire (chambres consulaires, OSEO, région, caisse des dépôts...) pour faciliter des actions communes ;
- la présence d'une représentation plus importante du bureau de l'économie à diverses réunions organisées par les acteurs (associations...).

V – PRESERVATION ET MISE VALEUR DU PATRIMOINE PRIVE

1 - AIDE EXCEPTIONNELLE – SCI Château de TROISSEREUX - CHATEAU DE TROISSEREUX 2.894 €

- **ACCORDE** une aide exceptionnelle d'un montant de 2.894 € à la SCI Château de TROISSEREUX, représentant 20 % du montant total de l'ensemencement des allées reconstituées et des bosquets du château fixé à 14.471,60 € TTC qui sera complétée par une participation de la direction régionale des affaires culturelles de Picardie à hauteur de 40 % du montant des travaux.

2 - AIDE AU SATO-PICARDIE / DOMAINE DE FLAMBERMONT 80.000 €

- **ACCORDE** une subvention de 80.000 € au profit du Service d'Aide aux Toxicomanes (SATO) Picardie pour la seconde phase de travaux de restauration du Domaine de Flambermont, situé à SAINT-MARTIN-LE-NŒUD (Canton de BEAUVAIS SUD-OUEST) visant à favoriser l'insertion des publics fragiles (handicapés, bénéficiaires du R.S.A., anciens toxicomanes,..) avec pour objectif d'employer 3 ETP fixes et 12 ETP en contrats d'insertion à l'horizon 2014 ;

- **AGREE** les termes joints en **annexe 2** de la convention correspondante à intervenir et **AUTORISE** le Président à la signer ;

- **DELEGUE** à la Commission Permanente l'attribution consistant à approuver toutes modifications pouvant intervenir sur ce dossier, notamment dans le cas où une SCI serait créée pour gérer les travaux.

- **RETIENT** en conséquence, au titre du programme 04-04 et de ses actions la situation décrite ci-après :

Programme/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
04-04	Développement de l'attractivité de l'Oise	5.440.965,27	42.047,29	4.855.477,59	3.773,00	35.182.196,71
04-04-01	Développement économique	1.446.244,40	30.800,00	2.250.591,64	-	9.641.219,00
04-04-02	Développement du tourisme	351.365,50	6.920,29	185.639,33	3.773,00	1.051.686,71
04-04-03	Oise tourisme	2.150.000,00	-	-	-	-
04-04-04	Préservation et mise en valeur du patrimoine	41.215,00	-	1.340.400,00	-	6.454.412,00
04-04-05	CAUE	500.000,00	-	-	-	-
04-04-06	SMABT	214.000,00	-	266.000,00	-	5.510.000,00
04-04-07	Autres plate-formes aéroportuaires	-	4.327,00	250.000,00	-	500.000,00
04-04-08	Haut débit et très haut débit	338.140,37	-	370.846,62	-	12.024.879,00
04-04-09	TV locale	400.000,00	-	192.000,00	-	-

Action 04-04-01 – Développement économique

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.446.244,00	30.800,00

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	2.250.591,64	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	1.741.506,64	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	509.085,00	-

AP en €	9.641.219,00
----------------	---------------------

Action 04-04-02 – Développement du tourisme

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	351.365,50	6.920,29

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	185.639,33	3.773,00
Crédits budgétaires gérés sous AP	185.639,33	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	3.773,00

AP en €	1.051.686,71
----------------	---------------------

Action 04-04-03 – Oise tourisme

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	2.150.000	-

Action 04-04-04 – Préservation et mise en valeur du patrimoine

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	41.215,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.340.400,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	1.340.400,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP en €	6.454.412,00
----------------	---------------------

Action 04-04-05 – CAUE

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	500.000,00	-

Action 04-04-06 – Syndicat Mixte de l'aéroport de BEAUVAIS-TILLÉ (SMABT)

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	214.000,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	266.000,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	266.000,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP en €	5.510.000,00
----------------	---------------------

Action 04-04-07 – Autres plateformes aéroportuaires

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	4.327,00

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	250.000,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	250.000,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP en €	500.000,00
----------------	-------------------

Action 04-04-08 – Haut et très haut débit

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	338.140,37	-
Total	370.846,62	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	315.000,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	55.846,62	-
AP en €		12.024.879,00

Action 04-04-09 – TV locale

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	400.000,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	192.000,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	192.000,00	-
AP en €		-

- **APPROUVE** la liste des opérations jointe en **annexe 3** (intitulés et montants).

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT - MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - OGUEZ - Mme PINEL - MM. POUPLIN - ROMÉ - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ,
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1524-5,

VU le rapport **306** du Président du Conseil général et ses annexes :

INFORMATION DE L'ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE SUR LE RAPPORT DE SES REPRESENTANTS AU SEIN DE SPL – SPLA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE L'OISE (SAO) ET ASSISTANCE DEPARTEMENTALE POUR LES TERRITOIRES DE L'OISE (ADTO)

VU l'avis favorable de la 3^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- **PREND ACTE** des rapports joints en **annexes 1 et 2** des représentants du département au conseil d'administration de la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) SOCIETE D'AMENAGEMENT DE L'OISE (SAO) d'une part, de la Société Publique Locale (SPL) ASSISTANCE DEPARTEMENTALE POUR LES TERRITOIRES DE L'OISE (ADTO) d'autre part, présentés en application de l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales ;

- **RAPPELLE** que les représentants du département à ces instances que présidées par le Président du Conseil général en qualité de président directeur général pour la SAO et de président pour l'ADTO sont respectivement :

* pour la SAO : MM. DOUET, FURET, MENN, PATIN, POUPLIN, VANTOMME, BASCHER, CAUWEL et DESMEDT ;

* pour l'ADTO : MM. AUGER, DELAVENNE, DELMAS, DOUET, FURET, Mme PINEL, MM. POUPLIN, BISSCHOP et LEMAITRE.

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 juin 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MENN - OGUEZ - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VIGUIER - VILLEMALIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. DESMEDT à M. CAUWEL,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. MARCHAND à M. COET,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération **401** du **20 décembre 2012**,

VU la décision **IV-01** du **18 mars 2013**,

VU le rapport **401** du Président du Conseil général et son annexe :

PROGRAMME 07-01 - PATRIMOINE IMMOBILIER D'ENSEIGNEMENT

VU l'avis favorable de la 4^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOPTE à l'unanimité les conclusions suivantes :

- **PROCEDE**, dans le prolongement de la délibération **401** du **20 décembre 2012** consacrée au programme 07-01 – Patrimoine immobilier d'enseignement et à ses 2 actions, aux ajustements budgétaires suivants :

Action 07-01-01 – Construction - extension - réhabilitation

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 443.106,59	+ 704.840
Crédits budgétaires gérés sous AP	+ 443.106,59	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	+ 704.840
AP en €		- 1.575.226,80

Au vu de l'avancement des opérations.

Action 07-01-02 - Maintenance

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 100.000	+ 67.509

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 641.011,11	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	- 815.660,80	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	+ 174.649,69	-
AP en €		- 184.211,39

- **RETIENT** en conséquence, au titre du programme 07-01 et de ses actions, la situation décrite ci-après :

Programmes/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
07-01	Patrimoine immobilier d'enseignement	1.095.855,75	218.709	22.928.918,79	4.858.379	264.654.508,20
07-01-01	Construction Extension Réhabilitation	-	-	6.433.329,95	1.404.840	169.619.604,34
07-01-02	Maintenance	1.095.855,75	218.709	16.495.588,84	3.453.539	95.034.903,86

Action 07-01-01 – Construction - extension - réhabilitation

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	6.433.329,95	1.404.840
Crédits budgétaires gérés sous AP	6.428.329,95	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	5.000,00	1.404.840
AP en €		169.619.604,34

Action 07-01-02 - Maintenance

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.095.855,75	218.709

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	16.495.588,84	3.453.539
Crédits budgétaires gérés sous AP	8.917.476,18	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	7.578.112,66	3.453.539

AP en €	95.034.903,86
----------------	----------------------

- **APPROUVE** la liste des opérations jointe en **annexe** (intitulés et montants).

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MENN - OGUEZ - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VIGUIER - VILLEMALIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. DESMEDT à M. CAUWEL,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. MARCHAND à M. COET,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération **402** du **20 décembre 2012**,

VU la décision **IV-02** du **13 mai 2013**,

VU le rapport **402** du Président du Conseil général et son annexe :

**PROGRAMME 07-02 - SOUTIEN AUX ACTEURS DU TERRITOIRE
ET 07-03 - ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES**

VU l'avis favorable de la 4^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à l'unanimité les conclusions suivantes :

- **PROCEDE**, dans le prolongement de la délibération **402** du **20 décembre 2012** consacrée aux programmes 07-02 et 07-03 et à leurs actions, aux ajustements budgétaires suivants :

Action 07-02-10 – DDEC et autres participations

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	6.588
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	6.588

Au titre de l'ajustement de la DDEC qui sera versée par l'Etat en 2013, soit 3.956.588 €, par rapport aux prévisions initiales.

Action 07-03-02 – Services d'hébergement

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	64.000

Au titre de l'ajustement des recettes de fonctionnement des services d'hébergement et de restauration pour un montant annuel de 4.604.000 €, dont 1.400.000 € au titre des contributions financières des 14 services de restauration satellites et 3.204.000 € au titre de la participation des usagers, suite à l'aboutissement de la convergence tarifaire en septembre 2013 (décision **IV-02** du **13 mai 2013**).

- **RETIENT** en conséquence, au titre des programmes 07-02 et 07-03 et de leurs actions, la situation décrite ci-dessous :

Programmes/ Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	(en €)
07-02	Soutien aux acteurs du territoire	13.329.705	95.350	587.970,85	3.956.588	437.000
07-02-01	Dotations obligatoires collèges publics	9.995.705	-	587.970,85	-	437.000
07-02-03	Dotations obligatoires collèges privés	3.334.000	-	-	-	-
07 02 10	DDEC et autres participations	-	95.350	-	3.956.588	-
07-03	Accompagnement des familles	2.150.000	4.604.000	-	-	-
07-03-02	Services d'hébergement	2.150.000	4.604.000	-	-	-
TOTAL dépenses obligatoires		15.479.705	4.699.350	587.970,85	3.956.588	437.000

Action 07-02-01 – Dépenses obligatoires des collèges publics

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	9.995.705,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	587.970,85	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	137.000,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	450.970,85	-

Action 07-02-03 – Dépenses obligatoires des collèges privés

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	3.334.000	-

Action 07-02-10 – DDEC et autres participations

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	95.350

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	3.956.588
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	3.956.588

Action 07-03-02 – Services d'hébergement

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	2.150.000	4.604.000

- **APPROUVE** la liste des opérations jointe en **annexe** (intitulés et montants).

Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MENN - OGUEZ - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VIGUIER - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. DESMEDT à M. CAUWEL,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. MARCHAND à M. COET,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération **403** du **20 décembre 2012**,

VU le rapport **403** du Président du Conseil général et son annexe :

**PROGRAMMES 07-02 - SOUTIEN AUX ACTEURS DU TERRITOIRE,
07-03 - ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES ET 07-04 - COLLEGE NUMERIQUE
ET DEVELOPPEMENT DES USAGES**

VU l'avis favorable de la 4^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à la majorité par 25 voix pour et 16 voix contre les conclusions suivantes, le groupe UMP Divers – droite votant contre :

- **PROCEDE**, dans le prolongement de la délibération **403** du **20 décembre 2012** consacrée aux programmes 07-02, 07-03 et 07-04 et à leurs actions, aux ajustements budgétaires suivants :

Action 07-02-02 – Dépenses de soutien – collèges publics

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	200.000	-

• **Favoriser le sentiment d'appartenance au Conseil général des agents TEPLE**

Cette somme permettra, au vu des premiers constats établis dans le cadre de l'opération « 2013 – Année collèges » au cours de laquelle les agents techniques des établissements publics locaux d'enseignement (TEPLE) ont exprimé un fort besoin d'appartenance au Conseil général, de doter les 637 TEPLE de tenues de travail identifiées par le logo du Conseil général.

Action 07-04-02 – Développement des usages numériques

AP en €	- 209.244,98
----------------	---------------------

• **Travailler et communiquer avec un outil commun en ligne : l'ENT**

Compte tenu du terme du déploiement de l'Espace Numérique de Travail, désormais opérationnel dans les 66 collèges publics du département.

- **RETIENT** en conséquence au titre des programmes 07-02, 07-03 et 07-04 et de leurs actions, la situation décrite ci-dessous :

Programmes/ Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
07-02	Soutien aux acteurs du territoire	4.170.139,79	-	580.000	-	2.640.000,00
07-02-02	Dépenses de soutien - collèges publics	661.963,29	-	-	-	-
07-02-04	Dépenses de soutien - collèges privés	60.000,00	-	580.000	-	2.640.000,00
07-02-05	Aide à la préscolarisation en zone rurale	1.450.000,00	-	-	-	-
07-02-06	Projets éducatifs locaux (PEL)	220.890,00	-	-	-	-
07-02-07	Soutien aux activités périscolaires	424.000,00	-	-	-	-
07-02-08	Soutien aux associations du domaine de l'éducation	231.106,00	-	-	-	-
07-02-11	Actions éducatives et jeunesse	1.122.180,50	-	-	-	-

07-03	Accompagnement des familles	2.081.000,00	-	200.000	-	-
07-03-01	Bourses d'enseignement	1.300.000,00	-	200.000	-	
07-03-02	Service d'hébergement	580.000,00	-	-	-	-
07-03-03	Prix scolaires	100.000,00	-	-	-	-
07-03-04	Manuel scolaires	101.000,00	-	-	-	-
07-04	Collège numérique et développement des usages	1.339.038,42	-	6.065.000	-	29.667.725,98
07-04-01	Ordi60	810.810,42	-	5.565.000	-	29.144.588,61
07-04-02	Développement des usages numériques	528.228,00	-	500.000	-	523.137,37
TOTAL	DEPENSES VOLONTAIRES	7.590.178,21	-	6.845.000	-	32.307.725,98

Action 07-02-02 – Dépenses de soutien – collèges publics

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	661.963,29	-

Action 07-02-04 – Dépenses de soutien – collèges privés

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	60.000	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	580.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	580.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP en €	2.640.000
----------------	------------------

Action 07-02-05 – Aide à la préscolarisation en zone rurale

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.450.000	-

Action 07-02-06 – Projets éducatifs locaux (PEL)

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	220.890	-

Action 07-02-07 – Soutien aux activités périscolaires

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	424.000	-

Action 07-02-08 – Soutien aux associations du domaine de l'éducation

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	231.106	-

Action 07-02-11 – Actions éducatives et jeunesse

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.122.180,50	-

Action 07-03-01 – Aides à la scolarité

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.300.000	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	200.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	200.000	-

Action 07-03-02 – Service d'hébergement

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	580.000	-

Action 07-03-03 – Prix scolaires

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	100.000	-

Action 07-03-04 – Manuels scolaires

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	101.000	-

Action 07-04-01 – Ordi60

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	810.810,42	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	5.565.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	5.550.000	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	15.000	-

AP en €	29.144.588,61
----------------	----------------------

Action 07-04-02 – Développement des usages numériques

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	528.228	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	500.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	500.000	-

AP en €	523.137,37
----------------	-------------------

- **APPROUVE** la liste des opérations jointe en **annexe** (intitulés et montants).

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MENN - OGUEZ - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VIGUIER - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. DESMEDT à M. CAUWEL,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. MARCHAND à M. COET,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU les délibérations **501, 502 et 503** du **20 décembre 2012**,

VU la décision **V-04** du **8 avril 2013**,

VU le rapport **501** du Président du Conseil général et ses annexes :

SOLIDARITE - MISSION 01- ENFANCE ET FAMILLE - MISSION 02 - AUTONOMIE DES PERSONNES - MISSION 03 - DEVELOPPEMENT SOCIAL, EMPLOI ET FORMATION

VU l'avis favorable de la 5^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOPTE à l'unanimité les conclusions suivantes :

- **PROCEDE**, dans le prolongement des délibérations **501, 502 et 503** du **20 décembre 2012** consacrées aux politiques sociales du département, aux ajustements budgétaires suivants :

I - MISSION 01 - SOLIDARITE - ENFANCE ET FAMILLES

1 - PROGRAMME 01-02 – PREVENTION PROMOTION SANTE – PMI

Action 01-02-02 – Prévention et promotion de la santé-parentalité

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 13.970	-

Compte tenu des individualisations faites en Commission Permanente de janvier et au vu des prévisions de dépenses.

Action 01-02-04 – Agrément, suivi, accompagnement des assistants maternels et familiaux

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 625	-

Compte tenu des individualisations faites en Commission Permanente de janvier et au vu des prévisions de dépenses.

Action 01-02-05 – Structure petite enfance : suivi et accompagnement

AP en €	42.477,75 €
----------------	--------------------

- Outre un réajustement à hauteur de - 10.982,25 € en AP lié à des opérations terminées ou suffisamment avancées, **AGREE**, dans la limite de l'opération 2013 « Aides aux structures petite enfance 2013 » les affectations d'AP se rapportant aux 8 dossiers énumérés ci-dessous pour un montant global de 53.460 € :

MAITRE D'OUVRAGE	CANTON	NATURE DE L'OPERATION	COUT	TAUX	MONTANT
HALTE GARDERIE LA FARANDOLE BEAUVAIS	BEAUVAIS NORD OUEST	Renouvellement de matériel éducatif	900 €	20 %	180 €
VILLE DE SENLIS	SENLIS	Travaux d'isolation phonique et rénovation de la Halte Garderie « Brichebay »	17.300 € HT	20 %	3.460 €
VILLE DE SENLIS	SENLIS	Acquisition de matériel divers pour les 3 haltes garderies, la crèche familiale et le multi accueil gérés par le CCAS	3.999 € HT	20 %	800 €

VILLE DE GOUVIEUX	CHANTILLY	Transfert de la Halte Garderie les P'tits Loups de 20 places à l'école du Centre (14 places réhabilitées et 6 places créées)	204.100 € HT	20 % Limité à 14 x 305€ + 6 x 610 €	7.930 €
VILLE DE MERU	MERU	Extension de la crèche familiale « La Ribambelle » de 66 places	124.855 € HT	20 % Limité à 66 x 305 €	20.130 €
COMMUNE DE PLAILLY	SENLIS	Création d'une micro crèche de 10 places	181.052 € HT	20 % Limité à 10 x 610 €	6.100 €
LA CROIX ROUGE COMPIEGNE	COMPIEGNE NORD	Extension du multi-accueil avec 24 places supplémentaires	833.607 € HT	20 % Limité à 24 x 610 €	14.640 €
COMMUNE DE TROISSEREUX	NIVILLERS	Acquisition d'un lave vaisselle pour la Halte Garderie communale	1.100 € HT	20 %	220 €
				TOTAL	53.460 €

2 – PROGRAMME 01-03 - PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

Action 01-03-02 – Etablissements et services habilités : adaptation – modernisation

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 3.726.535 €	-

Au titre :

- du soutien financier aux structures collectives d'accueil d'enfants confiés au service de l'ASE dont la baisse du nombre de places se poursuit et de l'accompagnement des associations vers de nouvelles règles de gouvernance, ainsi que des mesures d'accompagnement liées à l'évolution des structures d'aide à l'enfance vers de nouveaux modèles ;
- de la poursuite de l'accompagnement de la pouponnière départementale dans son projet d'évolution de 42 à 24 places, dont l'incidence du plan social ;
- de l'ajustement des frais de prise en charge d'internats scolaires au titre de la prévention initialement surestimés.

Action 01-03-04 – Prévention : adaptation et développement des dispositifs

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 87.900 €	-

Ajustements liés :

- pour – 130.000 € à la mise en œuvre des procédures de suivi et de contrôle des aides financières accordées aux familles dans le cadre de la prévention et aux activités des associations de techniciens en intervention sociale et familiale (TISF) et d'auxiliaires de vie sociale (AVS),
- pour + 42.100 € au soutien financier du département dans le cadre des points-rencontres décidés par le juge des affaires familiales et aux unités médico-judiciaires de CREIL et de BEAUVAIS (Aides aux Mineurs Victimes – AMIV).

Action 01-03-05 – CDEF

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 18.000 €	-

Compte tenu de l'augmentation des consommations énergétiques.

Action 01-03-06 – MDA - Prévention spécialisée - Ludothèque

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	190.000 €	-

Au titre de la couverture du financement du point écoute situé sur la commune de MONTATAIRE sur le second semestre.

II - MISSION 02 - SOLIDARITE – AUTONOMIE DES PERSONNES

1 - PROGRAMME 02-01 – PERSONNES AGEES

Action 02-01-01 – Aide sociale en établissements

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 9.200.000	- 8.200.000

Compte tenu du mode de paiement depuis janvier 2013, de l'aide sociale aux établissements qui s'effectue en net (paiement par le département de la seule part due à l'établissement).

Action 02-01-02 – Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) en établissements

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 1.732.350	-

Pour tenir compte d'une part, du remboursement à intervenir en faveur des établissements suite à l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 7 janvier 2013 relatif à la procédure de régularisation de la dotation APA a posteriori dans les EHPAD entraînant l'annulation par le département des titres émis en 2012, d'autre part, au complément de dotations exclusivement au profit des établissements « sous-dotés » conventionnés à l'aide sociale qui avaient intégré les dispositions de régulation de la dotation en 2012.

Action 02-01-03 – Subventions aux établissements

AP en €	- 112.666,38 €
---------	----------------

Au titre des opérations terminées ou suffisamment avancées.

Action 02-01-04 – Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	586.605

Prévision de recette supplémentaire de la CNSA de 756.605 € au vu des dépenses réalisées en 2012 au titre de l'APA à domicile et de la réduction de recette de 170.000 € sur la prévision de récupération des indus, compte tenu de la décision précitée du Conseil d'Etat.

Action 02-01-05 – Soutien au réseau associatif aux établissements

AP en €	-167.167,80 €
---------	---------------

Au titre des opérations terminées ou suffisamment avancées.

Action 02-01-07 – Modernisation du maintien à domicile

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	- 299.350

Réajustement de la recette prévisionnelle pour 2013, soit 400.650 €, au titre de la convention pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile à intervenir pour une durée de 3 ans avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA).

Action 02-01-08 – Téléalarme

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 96.290	+ 134.000

Augmentation prévisionnelle du nombre de bénéficiaires, passant de 8.694 abonnés au 31 décembre 2012 à 8.738 au 30 avril 2013, et en recettes, de cette même évolution ainsi que de la modulation du montant de la participation des personnes en fonction des ressources (de 7 à 10 €).

Action 02-01-09 – Aide sociale à domicile

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 67.000	-

Ajustement au vu de l'activité 2013.

2 - PROGRAMME 02-02 – PERSONNES HANDICAPEES

Action 02-02-01 – Aide sociale en établissements

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 681.000	+230.000
AP en €		- 318.163,36 €

Compte tenu notamment :

- de la baisse de la dotation de l'Oise, du différentiel entre l'objectif d'économie fixé par le département et les dotations issues des négociations menées avec les associations et de la prise en charge des jeunes adultes handicapés dans le cadre de l'amendement CRETON ;
- de la prise en compte sur cette action des recouvrements sur successions initialement prévus sur l'action 02-02-02 et de leur réajustement au vu des prévisions d'exécution ;
- des opérations terminées ou suffisamment avancées.

Action 02-02-02 – Prestation de Compensation du Handicap (PCH) en établissements

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	60.000	- 300.000

Au titre de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) en établissements pour 60.000 €, liée à l'activité Oise et diminution de recette pour les raisons exposées à l'action 02-02-01.

Action 02-02-03 – Prestation de Compensation du Handicap (PCH) à domicile

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 940.000	+ 659.182

Ajustement en dépenses à hauteur des dépenses réalisées au titre de la PCH en 2012 afin de maintenir les aides attribuées aux allocataires de cette prestation, et en recette, compte tenu d'une part d'une recette supplémentaire de la CNSA attendue au vu des dépenses 2012 et d'autre part, de la prise en compte de recouvrements d'indus PCH et d'annulations de mandats.

Action 02-02-04 – Services d'accompagnement

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 253.000	-

Compte tenu de l'ouverture retardée de places de services d'aide à domicile.

Action 02-02-05 – Accueil familial

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	60.000	-

Compte tenu de l'augmentation du nombre de familles d'accueil, passé de 122 au 3 décembre 2011 à 133 au 31 décembre 2012.

Action 02-02-06 – Maison départementale des personnes handicapées

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	-	280.419

Au titre du remboursement par la MDPH des avances consenties par le département afin d'assurer son fonctionnement dans l'attente du versement des participations de l'Etat.

Action 02-02-07 – Soutien au réseau associatif et acteurs territoriaux

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 17.165	-

AP en €	- 8.436,52 €
----------------	---------------------

III - MISSION 03 - SOLIDARITE - DEVELOPPEMENT SOCIAL, EMPLOI ET FORMATION

1 - PROGRAMME 03-01 – PROGRAMME PROXIMITE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL TERRITORIAL

Action 03-01-01 – Prévention

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 25.000	-

Compte tenu des actions d'accompagnement, de concertation et d'information liées à l'évolution du pôle Solidarité.

Action 03-01-03 – Soutien au réseau associatif et acteurs territoriaux

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 995	-

AP en €	- 4.980,30 €
----------------	---------------------

- Outre un réajustement à hauteur de - 56.030,30 € en AP lié à des opérations terminées ou suffisamment avancées, **AGREE**, dans la limite de l'opération « *Divers social 2013* », les affectations d'AP se rapportant aux 2 dossiers énumérés ci-dessous pour un montant global de 51.080 € :

MAITRE D'OUVRAGE	CANTON	NATURE DE L'OPERATION	COUT	TAUX	MONTANT
ASSOCIATION EMMAUS BEAUVAIS	MERU	Acquisition d'un local en vue de la création d'un magasin recyclerie à MERU avec travaux de mises aux normes	508.900 €	10 % (plaf. 48.785 €)	48.000 € (demandé)
CENTRE SOCIAL RURAL DE GRANDVILLIERS	GRANDVILLIERS	Acquisition de matériel informatique divers	30.800 €	10 %	3.080 €
				TOTAL	51.080 €

Action 03-01-05 – Politique du logement

AP en €	- 112.730,50 €
---------	----------------

Compte tenu des opérations terminées ou suffisamment avancées.

2 - PROGRAMME 03-02 - EMPLOI ET FORMATION

Action 03-02-01 – Contrats aidés : soutien au retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA et aux emplois d'avenir / « Coup de pouce pour l'emploi »

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+113.000	-

Compte tenu d'une part, du transfert de 135.000 € de la présente action 03-02-01 vers l'action 03-02-03 consacrée aux actions qualifiantes au titre de l'accompagnement renforcé dans le cadre d'une formation qualifiante des « Visiteurs de convivialité », dans le cadre de « Coup de pouce pour l'emploi », et d'autre part, de la revalorisation du RSA sur cette action ainsi que de l'augmentation du nombre de CUI signés et renouvelés en 2012, au regard de l'estimation initiale (629 CUI signés au lieu de 614 estimés, soit 212.000 €).

Action 03-02-03 - Actions d'insertion et de qualification professionnelle

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 135.000	-

Compte tenu du transfert de l'action 03-02-01 vers l'action 03-02-03 (cf. ci-dessus).

Action 03-02-04 – Prestation RSA

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 1.037.000	- 7.837.485

Pour tenir compte en dépenses :

- de la mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2013 à la demande du payeur départemental, de la « contraction dépenses-recettes » sur le RSA, qui consiste à ne comptabiliser que le solde net entre les dépenses de RSA réalisées par la CAF et les recettes liées aux indus RSA constatés par celle-ci, dispositif non prévu lors de l'élaboration du BP 2013 ;
- de la revalorisation de 1,7 % intervenue à compter du 1^{er} janvier 2013 du RSA forfaitaire et de l'augmentation supplémentaire de 2 % prévue par le gouvernement dès la rentrée de septembre 2013 ;
- des régularisations des acomptes RMI dans le cadre de la récupération des indus RMI ;

Compte tenu, en recettes, notamment de la dernière notification relative à la compensation par l'Etat au titre du RSA majoré (ex-API), et de passage précité de la logique de « contraction dépenses-recettes ».

- **RETIENT** en conséquence, au titre des trois missions et de la totalité des programmes et actions du pôle solidarité, la situation décrite ci-dessous :

Missions Solidarité	Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
01 – Enfance et famille	87.967.273,91	1.920.000,00	244.662,78	-	1.107.089,75
02 - Autonomie des personnes	155.272.403,13	27.485.356,00	3.693.168,03	-	20.058.797,69
03 - Développement social, emploi et formation	103.791.339,63	54.758.115,00	397.924,97	-	1.047.444,37
TOTAL	347.031.016,67	84.163.471,00	4.335.755,78	-	22.213.331,81

MISSION 01 - SOLIDARITE - ENFANCE ET FAMILLES

Programmes/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
01-01	Observatoire de la protection de l'enfance	20.000,00	-	-	-	-
01-01-01	Observatoire départemental de protection de l'enfance	11.567,24	-	-	-	-
01-01-02	Suivi des politiques publiques	8.432,76	-	-	-	-
01-02	Prévention promotion de la santé PMI	1.869.759,25	600.000	244.662,78	-	354.975,75
01-02-01	Prévention médico-sociale	495.971,26	600.000	22.103,78	-	-
01-02-02	Prévention et promotion de la santé -parentalité	479.529,20	-	-	-	-
01-02-03	Périnatalité	13.500,00	-	-	-	-
01-02-04	Agrément suivi accompagnement assistants maternels	566.584,81	-	-	-	-
01-02-05	Structures petite enfance	314.173,98	-	222.559,00	-	354.975,75
01-03	Protection de l'enfance et de la famille	86.077.514,66	1.320.000	-	-	752.114,00
01-03-01	Enfants accueillis à l'ASE	3.696.586,19	1.160.000	-	-	-
01-03-02	Etablissements et services habilités	52.117.473,75	-	-	-	752.114,00
01-03-03	Accueil familial	18.087.600,00	-	-	-	-
01-03-04	Prévention	2.235.411,47	160.000	-	-	-
01-03-05	Centre départemental de l'enfance et de la famille	9.281.800,00	-	-	-	-
01-03-06	MDA/prévention spécialisée/ludothèque	658.643,25	-	-	-	-
TOTAL MISSION 01		87.967.273,91	1.920.000	244.662,78	-	1.107.089,75

Action 01-01-01 – Observatoire départemental de protection de l'enfance

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	11.567,24	-

Action 01-01-02 – Suivi des politiques publiques

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	8.432,76	-

Action 01-02-01 – Prévention médico-sociale : consultations et actions de puériculture

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	495.971,26	600.000

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	22.103,78	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	22.103,78	-

Action 01-02-02 – Prévention et promotion de la santé – Parentalité

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	479.529,20	-

Action 01-02-03 – Périnatalité : Prévention et accompagnement

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	13.500,00	-

**Action 01-02-04 – Agrément, suivi, accompagnement
des assistants maternels et familiaux**

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	566.584,81	-

**Action 01-02-05 – Structures petite enfance
suivi et accompagnement**

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	314.173,98	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	222.559,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	222.559,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP en €	354.975,75
----------------	-------------------

Action 01-03-01 – Enfants accueillis à l'ASE : parcours et projet pour l'enfant

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	2.696.586,19	1.160.000,00

Action 01-03-02 – Etablissements et services habilités : adaptation – modernisation

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	52.117.473,75	-

AP en €	752.114,00	
---------	------------	--

Action 01-03-03 – Accueil familial : adaptation et développement

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	18.087.600,00	-

Action 01-03-04 – Prévention : adaptation et développement des dispositifs

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	2.235.411,47	160.000,00

Action 01-03-05 – Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF)

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	9.281.800,00	-

**Action 01-03-06 – Maisons départementales des adolescents (MDA)
/ Prévention spécialisée / Ludothèque**

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	658.643,25	-

MISSION 02 – SOLIDARITE - AUTONOMIE DES PERSONNES

Programmes/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
02-01	Personnes âgées	58.137.509,18	17.150.155	1.940.874,67	-	15.223.182,38
02-01-01	Aide sociale en établissements	11.494.505,64	2.993.000	-	-	-
02-01-02	APA en établissements	20.771.837,92	50.000	-	-	-
02-01-03	Subventions en établissements	15.000,00	-	1.743.390,03	-	14.229.464,30
02-01-04	APA à domicile	22.172.908,48	13.038.505	-	-	-
02-01-05	Soutien au réseau associatif et acteurs territoriaux	161.525,00	-	197.484,64	-	993.718,08
02-01-06	Accueil familial	93.000,00	-	-	-	-
02-01-07	Modernisation du maintien à domicile	925.744,00	400.650	-	-	-
02-01-08	Téléalarme	892.750,00	668.000	-	-	-
02-01-09	Aide sociale à domicile	1.610.238,14	-	-	-	-
02-02	Personnes handicapées	97.134.893,95	10.335.201	1.752.293,36	-	4.835.651,31
02-02-01	Aide sociale en établissements	67.733.605,46	230.000	1.637.420,00	-	4.313.102,16
02-02-02	PCH en établissements	320.000,00	1.000	-	-	-
02-02-03	PCH à domicile	22.490.956,89	8.246.082	-	-	-
02-02-04	Services d'accompagnement	2.756.821,60	-	-	-	-
02-02-05	Accueil familial	1.446.500,00	-	-	-	-
02-02-06	MDPH	2.323.700,00	1.858.119	-	-	-
02-02-07	Soutien au réseau associatif et acteurs territoriaux	63.310,00	-	114.873,36	-	522.513,15
TOTAL MISSION 02		155.272.403,13	27.485.356	3.693.168,03	-	20.058.797,69

Action 02-01-01 – Aide sociale en établissements

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	11.494.505,64	2.293.000,00

Action 02-01-02 – Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) en établissements

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	20.771.837,92	50.000,00

Action 02-01-03 – Subventions aux établissements

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	15.000,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.743.390,03	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	1.743.390,03	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP	14.229.464,30	
-----------	----------------------	--

Action 02-01-04 – Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	22.172.908,48	-

Action 02-01-05 – Soutien au réseau associatif et acteurs territoriaux

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	161.525,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	197.484,64	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	197.484,64	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP	993.718,08	
-----------	-------------------	--

Action 02-01-06 – Accueil familial

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	93.000,00	-

Action 02-01-07 – Modernisation du maintien à domicile

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	925.744,00	400.640,00

Action 02-01-08 – Téléalarme

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	892.750,00	668.000,00

Action 02-01-09 – Aide sociale à domicile

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.610.238,14	-

Action 02-02-01 – Aide sociale en établissements

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	67.733.605,46	230.000,00

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.637.420,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	1.637.420,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP	4.313.102,16
-----------	---------------------

Action 02-02-02 – PCH en établissements

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	320.000,00	1.000,00

Action 02-02-03 – PCH à domicile

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	22.490.956,89	8.426.082,00

Action 02-02-04 – Services d'accompagnement

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	2.756.821,60	-

Action 02-02-05 – Accueil familial

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.446.500,00	-

Action 02-02-06 – Maison départementale des personnes handicapées

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	2.323.700,00	1.858.119,00

Action 02-02-07 – Soutien au réseau associatif et acteurs locaux

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	63.310,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	114.873,36	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	114.873,36	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP	522.513,15
-----------	-------------------

MISSION 03 - SOLIDARITE - DEVELOPPEMENT SOCIAL, EMPLOI ET FORMATION

Programmes/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
03-01	Proximité et développement social territorial	7.208.191,86	-	397.924,97	-	1.047.444,37
03-01-01	Prévention	783.062,00	-	-	-	-
03-01-02	Actions d'insertion sociale	1.923.631,86	-	-	-	-
03-01-03	Soutien au réseau associatif et acteurs territoriaux	1.266.195,00	-	147.924,97	-	225.363,67
03-01-04	Fonds de solidarité	1.217.000,00	-	-	-	-
03-01-05	Politique du logement	1.797.900,00	-	250.000,00	-	822.081,00
03-01-06	Tutelles et mesures d'accompagnement social personnalisé	220.403,00	-	-	-	-
03-02	Emploi et formation	94.957.447,97	54.754.615	-	-	-
03-02-01	Contrats aidés : soutien au retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA et aux emplois d'avenir = « Coup de pouce pour l'emploi »	3.570.135,04	-	-	-	-
03-02-02	Accompagnement à l'insertion professionnelle des publics	235.852,93	-	-	-	-
03-02-03	Actions d'insertion et de qualification professionnelle	2.208.260,00	-	-	-	-
03-02-04	Prestations RSA	88.943.200,00	54.754.615	-	-	-
03-03	Economie solidaire	1.625.699,80	3.500	-	-	-
03-03-01	Insertion par l'activité économique	1.625.699,80	3.500	-	-	-
TOTAL MISSION 03		103.791.339,63	54.758.115	397.924,97	-	1.047.444,37

Action 03-01-01 – Prévention

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	783.062,00	-

Action 03-01-02 – Actions d'insertion sociale

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.923.631,86	-

Action 03-01-03 – Soutien aux réseaux associatifs et acteurs territoriaux

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.266.195,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	147.924,97	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	147.924,97	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP	225.363,67
-----------	-------------------

Action 03-01-04 – Fonds de solidarité

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.217.000,00	-

Action 03-01-05 – Politique du logement

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.797.900,00	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	250.000,00	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	250.000,00	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	-	-

AP	822.081,00
-----------	-------------------

Action 03-01-06 – Tutelles et mesures d'accompagnement social personnalisé

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	220.403,00	-

Action 03-02-01 – Contrats aidés : soutien au retour à l'emploi des allocataires du RSA et aux emplois d'avenir = Coup de pouce pour l'emploi

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	3.570.135,04	-

Action 03-02-02 – Accompagnement à l'insertion professionnelle des publics

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	235.852,93	-

Action 03-02-03 - Actions d'insertion et de qualification professionnelle

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	2.208.260,00	-

Action 03-02-04 – Prestations RSA

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	88.943.200,00	54.754.615,00

Action 03-03-01 - Insertion par l'activité économique

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.625.699,80	3.500,00

- **APPROUVE** au titre du budget annexe Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF), les inscriptions de crédits détaillées **par chapitre** en **annexe 1** portant les sections de cette structure aux montants suivants :

- * Section d'investissement : 860.141,05 €
- * Section de fonctionnement : 9.475.250,41 €

- **PORTE**, preuve de l'engagement volontariste du Conseil général pour aider les jeunes à acquérir une première expérience professionnelle et une formation, **l'engagement du département de 200 à 400 emplois d'avenir**, répartis au titre des **200 emplois supplémentaires** ainsi qu'il suit :

- * **100 emplois d'avenir de visiteurs de convivialité** (au sein des services départementaux ou dans des associations partenaires) ;
- * **50 emplois d'avenir soutenus par le département dans les établissements pour personnes âgées et handicapées** ;
- * et **50 ambassadeurs du tri et agents d'entretien des voies de circulation douces** (au sein des services départementaux ou auprès de partenaires) ;

- **APPROUVE** la liste des opérations jointe **annexe 2** (intitulés et montants) ;

- **PREND ACTE** du compte rendu joint en **annexe 3**, de la délégation consentie au Président s'agissant du fonds départemental de solidarité pour le logement pour l'exercice 2011 et pour partie pour l'exercice 2012.

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - CAUWEL - COET - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DELMAS - DOUET - FERRIEUX - FONTAINE - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MENN - OGUEZ - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - VIGUIER - VILLEMAIN - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER,
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE,
- M. DESMEDT à M. CAUWEL,
- M. MANCEL à M. de VALROGER,
- M. MARCHAND à M. COET,
- M. PATIN à M. DELAVENNE,
- M. VASSELLE à M. OGUEZ.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la délibération **601** du **20 décembre 2012**,

VU la décision **VI-01** du **23 janvier 2013**,

VU le rapport **601** du Président du Conseil général et ses annexes :

PROGRAMMES 08-01 - SOUTIEN A LA VIE CULTURELLE, 08-02 - MUSEE DEPARTEMENTAL, 08-03 - MEDIATHEQUE DEPARTEMENTALE, 08-04 - PARC JEAN-JACQUES ROUSSEAU, 08-05 - SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHEOLOGIE ET 08-06 - ARCHIVES DEPARTEMENTALES

VU l'avis favorable de la 6^{ème} commission,

VU l'avis conforme de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOpte à la majorité par 25 voix pour, 15 voix contre, M. ROME ne prenant pas part au vote, les conclusions suivantes :

- **PROCEDE**, dans le prolongement de la délibération **601** du **20 décembre 2012** consacrée aux programmes 08-01 à 08-06 et à leurs actions, aux ajustements budgétaires suivants:

I - PROGRAMME 08-01 – SOUTIEN A LA VIE CULTURELLE

Action 08-01-01 – Aide aux associations

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 53.000	-

Ces crédits viendront abonder les dispositifs de contractualisation culturelle et subventions de vie locale.

Action 08-01-02 – Soutien à l'éducation et à l'enseignement artistiques

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 100.000	-

En raison du retard qu'a pris la programmation du Schéma Départemental des Enseignements Artistiques (SDEA), cette somme vient conforter le soutien à diverses associations.

Action 08-01-03 – Manifestations culturelles

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	159.800	- 75.000

II - PROGRAMME 08-02 – MUSEE DEPARTEMENTAL

Action 08-02-01 – Activité

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 42.000	+ 3.000

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 19.500	+ 50.000
Crédits budgétaires gérés sous AP	- 1.500	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	+ 21.000	

AP en €		- 1.500 €
----------------	--	------------------

Ces crédits permettront de développer des outils numériques d'aide à la visite du musée et d'enrichir les collections du musée.

Action 08-02-02 – Réhabilitation du musée

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 1.882.224,05	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	- 1.885.224,05	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	+ 3.000,00	-
AP en €		- 215,42

Compte tenu de l'avancement de différentes opérations en cours ou achevées.

III - PROGRAMME 08-03 – MEDIATHEQUE DEPARTEMENTALE

Action 08-03-01 – Activité

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	7.000	17.000

Pour le financement d'une résidence d'auteur.

IV - PROGRAMME 08-04 – PARC JEAN-JACQUES ROUSSEAU

Action 08-04-01 – Activité

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 450.000	-

La subvention allouée à l'association Centre Culturel de Rencontre (CCR) Jean-Jacques Rousseau ayant été calculée hors charge de personnel, il y a lieu de l'abonder de 450.000 €.

- **APPROUVE**, par conséquent les termes joints en **annexe 1** de l'avenant n° 1 correspondant à intervenir avec la convention d'objectifs objet de la décision **VI-01** du **23 janvier 2013** et **AUTORISE** le Président à la signer ;

- **PRECISE** que conformément au cadre juridique applicable au régime de mise à disposition de personnel, les rémunérations des 5 agents départementaux mis à disposition du CCR, pour un coût de 132.000 €, donnera de la part du CCR à remboursement au profit du département.

Action 08-04-02 – Travaux

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 854.714	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	- 855.514	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	+ 1.000	-
AP en €		+ 91.318,29

V - PROGRAMME 08-05 – SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHEOLOGIE (SDA)

Action 08-05-01 – Activité

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 165.725	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 1.500	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	+ 1.500	-

L'activité du SDA, notamment à l'occasion de travaux routiers départementaux, nécessite un crédit supplémentaire de 165.725 € afin de rémunérer les techniciens de fouilles, en particulier pour l'opération routière de CHIRY-OURSCAMPS.

VI - PROGRAMME 08-06 – ARCHIVES DEPARTEMENTALES

Action 08-06-01 – Activité

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	- 34.000	+ 45.000

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	+ 4.000	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	+ 4.000	-

- **RETIENT** en conséquence, au titre des programmes 08-01 à 08-06 et de leurs actions la situation décrite ci-après :

Programmes/Actions		Fonctionnement (en €)		Investissement (en €)		AP cumulées (en €)
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
08-01	Soutien à la vie culturelle	6.181.652,60	90.000	49.843,50	-	-
08-01-01	Aide aux associations	4.243.212,60	-	49.843,50	-	-
08-01-02	Soutien à l'éducation et l'enseignement artistiques	832.500,00	90.000	-	-	-
08-01-03	Manifestations culturelles	1.105.940,00	-	-	-	-
08-02	Musée départemental	303.409,82	7.000	4.688.391,36	1.200.000	24.194.127,79
08-02-01	Activité	303.409,82	7.000	379.500,00	50.000	735.343,20
08-02-02	Réhabilitation du musée	-	-	4.308.891,36	1.150.000	23.458.784,59

08-03	Médiathèque départementale	535.751,37	20.300	-	-	-
08-03-01	Activité	535.751,37	20.300	-	-	-
08-04	Parc Jean-Jacques Rousseau	1.153.506,27	-	1.318.895,70	800.000	11.535.916,96
08-04-01	Activité	1.153.506,27	-	13.250,80	-	-
08-04-02	Travaux au parc Rousseau	-	-	1.305.644,90	800.000	11.535.916,96
08-05	Service départemental d'archéologie	436.598,62	255.000	28.940,72	-	-
08-05-01	Activité	436.598,62	255.000	28.940,72	-	-
08-06	Archives départementales	339.200,03	55.000	96.896,25	-	-
08-06-01	Activité	339.200,03	55.000	96.896,25	-	-
TOTAL	8.950.118,71	427.300	6.182.967,53	2.000.000	35.730.044,75	

Action 08-01-01 – Aide aux associations

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	4.243.212,60	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	49.843,50	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	49.843,50	-

Action 08-01-02 – Soutien à l'éducation et à l'enseignement artistiques

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	822.500,00	90.000,00

Action 08-01-03 – Manifestations culturelles et évènements

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.105.940,00	-

Action 08-02-01 – Activité du musée

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	303.409,82	7.000,00

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	379.500	50.000,00
Crédits budgétaires gérés sous AP	343.500	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	36.000	50.000,00

AP en €	735.343,20
----------------	-------------------

Action 08-02-02 – Réhabilitation du musée

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	4.308.891,36	1.150.000,00
Crédits budgétaires gérés sous AP	4.300.891,36	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	8.000,00	1.150.000,00
AP en €		23.458.784,59

Action 08-03-01 – Activité (MDO)

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	535.751,37	20.300,00

Action 08-04-01 – Activité (Parc Jean-Jacques Rousseau)

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.153.506,27	-

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	13.250,80	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	13.250,80	-

Action 08-04-02 – Travaux au parc Jean-Jacques Rousseau

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	1.305.644,90	800.000,00
Crédits budgétaires gérés sous AP	1.297.500,00	
Crédits budgétaires gérés hors AP	814.490,00	

Action 08-05-01 – Activité (SDA)

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	436.598,62	255.000,00

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	28.940,72	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	28.940,72	-

Action 08-06-01 – Activité (Archives départementales)

Section de fonctionnement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	339.200,03	55.000,00

Section d'investissement (en €)	Dépenses	Recettes
Total	96.896,25	-
Crédits budgétaires gérés sous AP	-	-
Crédits budgétaires gérés hors AP	96.896,25	-

- **APPROUVE** la liste des opérations jointe en **annexe 2** (intitulés et montants).

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL GENERAL DE L'OISE**

REUNION CONCERNANT LA DECISION MODIFICATIVE N° 1 DE 2013

SEANCE DU 20 JUIN 2013

LE CONSEIL GENERAL

Dûment convoqué par lettre en date du 21 mai 2013 ; le quorum et les délégations de vote ayant été vérifiés,

Etaient présents : MM. AUBRY - AUGER - Mme BALITOUT – MM. BASCHER - BECQUERELLE - BISSCHOP - BLANCHARD - BRASSENS - DECORDE - DEGUISE - Mme DELAFONTAINE - MM. DELAVENNE - DOUET - FERRIEUX - FRAU - FURET - Mme HOUSSIN - MM. LEMAITRE - LETELLIER - MARCHAND - MENN - Mme PINEL – MM. POUPLIN - ROME - SANGUINETTE - de VALROGER - VANTOMME - WEYN,

Avaient donné délégation de vote :

- M. BOULLAND à M. BASCHER
- M. DEGAUCHY à M. LEMAITRE
- M. MANCEL à M. de VALROGER
- M. PATIN à M. DELAVENNE
- M. VIGUIER à Mme HOUSSIN
- M. VILLEMAIN à M. WEYN

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le rapport général du Président du Conseil général

RAPPORT GENERAL DEFINITIF

VU l'avis favorable de la commission finances et évaluation,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ADOPTE à la majorité les conclusions suivantes, le groupe UMP – Divers droite votant contre :

- **APPROUVE** le rapport général définitif de la décision modificative n°1 de 2013, dont les termes sont ci-annexés (**annexe**) ;

- **PROCEDE** au vote par chapitre de l'ensemble des dépenses et des recettes annuelles prévisionnelles d'investissement et de fonctionnement conformément aux documents budgétaires annexés au rapport général ;

- **PREND ACTE** que le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) constitué de l'ensemble des listes d'opérations en cours est annexée aux délibérations opérationnelles.

**Pour le Président et par délégation,
Le directeur général des services**

Jacques ANGLADE